

RAPPORT DU COMITÉ CHARGÉ D'EXAMINER  
LE TRAVAIL DE LA DIVISION DES COMMUNICATIONS  
DU CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

CRDI  
Ottawa  
Le 15 août 1984

Pierre Bauchet (président du comité)  
Norman Currie (membre du comité)  
Frank Campbell (membre du comité/  
consultant de l'extérieur)

## LETTRÉ D'ACCOMPAGNEMENT

Centre de recherches pour le développement international  
60, rue Queen  
Ottawa (Ontario)  
Le 17 août 1984

Monsieur Ivan Head, Président  
CRDI

Monsieur le Président,

Comme vous le savez, le CRDI représente une expérience unique, et pour cette raison il a parfois fallu réévaluer et remanier légèrement certaines parties de sa structure. C'est dans cet esprit que le Bureau de la planification et de l'évaluation (BPE) a récemment commencé à organiser, au nom du Conseil, une série d'études officielles des divisions du Centre.

Le 12 janvier 1984, après consultation avec le BPE, le vice-président, Programmes de l'information, et le directeur de la Division des communications, un comité a été créé et chargé d'examiner le travail et le mandat de la Division des communications. Le Comité se compose du professeur Pierre Baüchet, gouverneur, à titre de président; M. Norman Currie, gouverneur, à titre de membre; et M. Frank Campbell, communicateur du Tiers-Monde et ancien diplomate, à titre de membre et d'expert-conseil de l'extérieur.

Le Comité a tenu trois séries de réunions à Dakar et à Ottawa entre mars et août 1984. Exception faite de deux brèves séances à huis clos, les personnes suivantes ont participé à toutes les discussions :

M. John Woolston, vice-président, Programmes de l'information,  
M. Reginald MacIntyre, directeur, Division des communications, et  
M. Douglas Daniels, directeur, Planification et évaluation, qui était  
représenté à la deuxième réunion par M. John Hardie.

Le Comité a reçu et examiné un document sur le travail antérieur et les plans d'avenir de la Division. Le document, qui par la suite a été modifié, résumé et révisé par la Division, figure à l'appendice I de notre rapport.

...../2

Les membres du Comité - parfois individuellement, parfois en groupe - ont interviewé plus de vingt personnes, notamment des employés de la Division et des membres du personnel supérieur d'autres divisions.

Afin de donner aux employés de la Division l'occasion de participer pleinement à cet examen, le Comité a distribué un questionnaire à tous les membres du personnel qui étaient présents à Ottawa à ce moment-là (au milieu de mai 1984). Des 34 questionnaires distribués, 23 ou 67,6 p. cent ont été remplis et retournés.

Pendant toute son existence le Comité a bénéficié de la collaboration et de l'aide de plusieurs personnes, y compris le directeur et les employés de la Division des communications et d'autres divisions, ainsi que divers membres du Conseil des gouverneurs. Nous sommes heureux d'avoir eu l'occasion de participer à ce travail des plus enrichissants, et nous désirons déposer le rapport qui suit en vue de sa transmission au Conseil des gouverneurs.

Pierre Bauchet  
Norman Currie  
Frank Campbell

## A. INTRODUCTION

### 1. Note historique

Dans la Loi sur le CRDI de mai 1970, qui créait le Centre de recherches pour le développement international, le Parlement canadien a défini le mandat du nouvel organisme dans les termes suivants :

"4(1) Le Centre a pour objets d'entreprendre, d'encourager, de soutenir et de poursuivre des recherches sur les problèmes des régions du monde en voie de développement et sur les moyens d'application et d'adaptation des connaissances scientifiques, techniques et autres au progrès économique et social de ces régions..."

La Loi établissait également les grandes lignes de la structure du CRDI. Toutefois, la composition internationale du Conseil des gouverneurs ainsi que l'autonomie et l'indépendance dont jouit le Centre ont fait que les gouverneurs et les dirigeants du Centre ont participé à l'élaboration de la structure définitive de l'organisme.

La Loi sur le CRDI ne renferme pas de dispositions spéciales concernant la communication, bien que le concept de la diffusion soit implicite dans les objets du Centre. À l'origine, la Division était le service des publications de la Division des sciences de l'information. Son rôle consistait essentiellement à diffuser les résultats des recherches du CRDI,

en grande partie au moyen de publications. En 1975 la Division a été scindée en deux, et la Division des communications a été créée avec son propre directeur.

La Division a connu des débuts difficiles, en partie à cause de l'incertitude qui régnait quant à son rôle, et du conflit entre, d'une part, son mandat qui la confinait essentiellement à un rôle de division de service et, d'autre part, ses premières tentatives d'orientation vers un travail de programme.

En 1978 le directeur actuel a été nommé. Il fut alors clairement entendu, bien que cette entente n'ait pas été consignée par écrit, que sa première tâche consisterait à veiller à ce que la Division réponde aux demandes de production de livres et de films; à ce qu'elle élabore un programme efficace d'information; et à ce qu'elle respecte des calendriers de travail et fournisse un rendement d'excellente qualité. Le service de traduction a été ajouté en 1980. Toutefois, comme le mentionnait le rapport Winegard de 1978 : "Le rôle du CRDI dans ce domaine a été plus passif qu'actif."

Au cours des dernières années, la Division des communications a essayé d'élargir son mandat. En fait, il semblerait qu'elle entre, une fois de plus, dans une nouvelle phase. Les changements actuels seraient dictés par un certain nombre de facteurs, y compris une confiance en soi accrue de la part de la Division elle-même; la capacité de mettre en doute des instructions, capacité attribuable à l'assurance des nouveaux employés et à l'expérience des anciens; et l'acceptation récente par le Président et le Conseil, d'un rôle de programme pour les divisions de service traditionnelles.

## 2. Le véritable mandat de la Division

Si le Comité a eu une préoccupation primordiale, cette préoccupation avait très peu à voir avec la qualité du rendement. Sa principale préoccupation a trait au rôle de la communication et à son importance au sein du CRDI. La raison d'être de la Division des communications, telle qu'elle est perçue, semble avoir été trop étroitement reliée à la performance des divisions de programme traditionnelles du CRDI.

Les délibérations du Comité ont été influencées par la conviction que pour le CRDI, la communication doit être plus qu'un mélange d'affaires publiques et que la diffusion des résultats des recherches à la communauté scientifique, définie de façon étroite. La communication est un élément crucial de la problématique générale du Tiers-Monde. En fait, un nombre considérable de spécialistes ont, à tort ou à raison, adopté la question de la communication comme point de départ pour tenter de comprendre, d'expliquer et de résoudre les problèmes de développement des pays du Tiers-Monde.

Si cette approche est valable, même en partie, alors le Centre doit s'assurer que son programme général de communication - y compris la recherche en matière de communication - n'est pas le produit de circonstances fortuites. Il doit veiller à ce que les "connaissances scientifiques, techniques et autres" soient communiquées aux personnes compétentes par les mécanismes appropriés, de façon à combler l'écart critique entre la production des résultats des recherches et la production du développement.

C'est dans ce contexte que le Comité a décidé d'examiner non pas le rendement antérieur mais certainement les plans d'avenir de la Division.

Le Comité ne considère pas cette approche comme étant nécessairement incompatible avec le fait que la responsabilité de la recherche en matière de communication continue d'incomber à la Division des sciences sociales. Toutefois, il est d'avis que la Division des communications doit avoir au moins un rôle consultatif à jouer à cet égard. Les membres du Comité estiment aussi que dorénavant une plus grande importance devrait être accordée à cette recherche, et qu'il faudrait que la Division des communications, dans la mesure de ses moyens et, au besoin, avec l'aide des SI et des SSo, mette en oeuvre des programmes de recherche et autres qui seront directement et concrètement reliés à l'utilisation des techniques de la communication pour appuyer la diffusion des connaissances scientifiques et les programmes de développement.

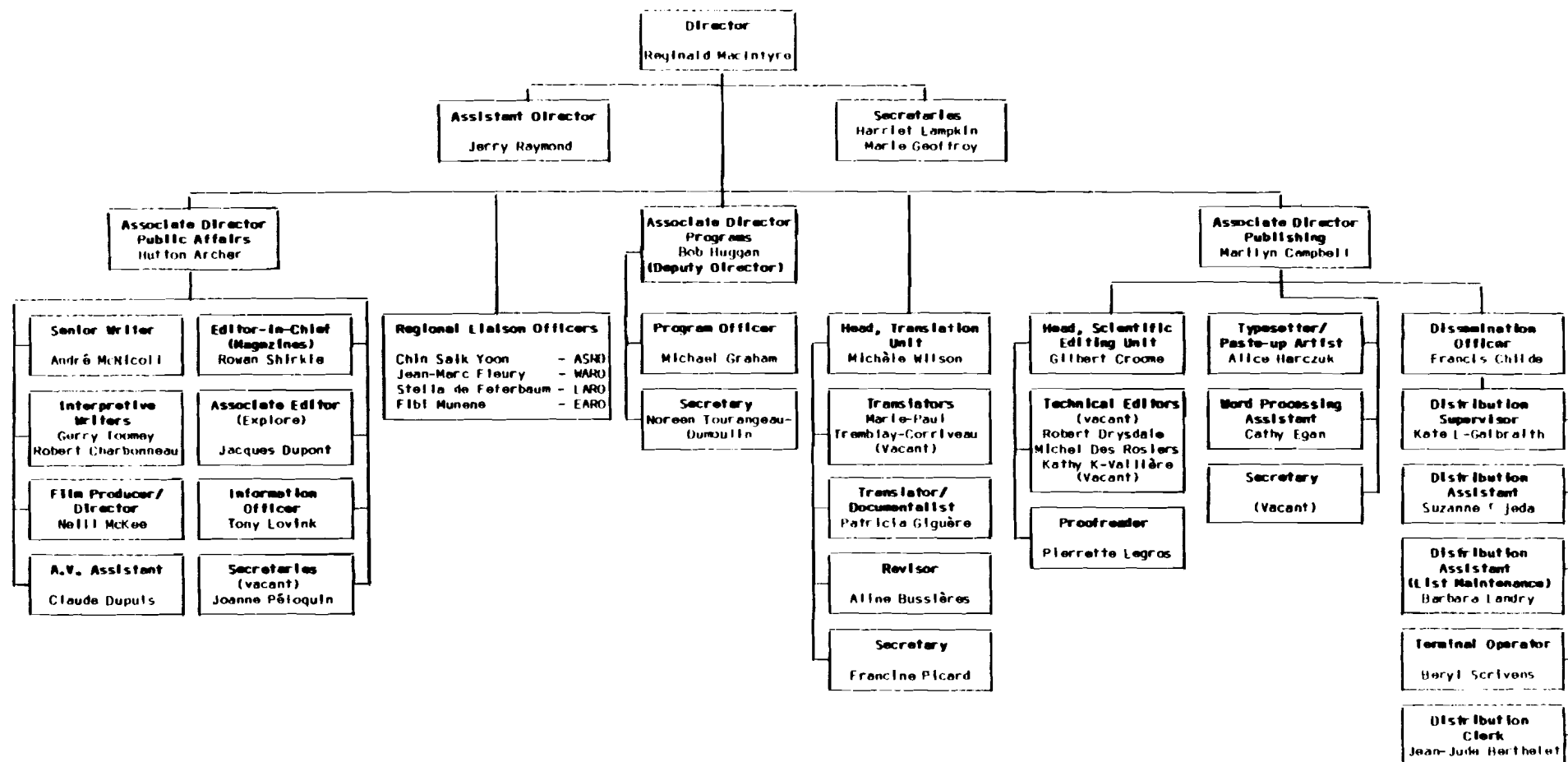
Bien entendu, le Comité ne croit pas qu'un projet de recherche du CRDI nécessite une intervention directe de la Division des communications ou du Centre dans le travail de vulgarisation subséquent. Il estime toutefois que le Conseil des gouverneurs et les divisions elles-mêmes devraient au moins se demander dès le début, pour chaque projet proposé, s'il faudrait que les dispositions relatives à la communication ou à l'utilisation des résultats soient prises par le Centre, par le bénéficiaire de la subvention ou par un autre organisme quelconque. Il espère également qu'avec le temps la Division acquerra les compétences et le prestige nécessaires qui lui permettront d'aider le Conseil et les divisions dans cette approche.

Le Comité ne voit pas de contradiction entre un rôle de service pour la Division des communications au sein du Centre et un rôle de programme dans les rapports qu'elle entretient avec des organismes de recherche, les médias et d'autres établissements du Tiers-Monde. En fait, un aspect du travail peut être considéré comme un prolongement de l'autre.

Naturellement, il y a le danger que ce changement d'orientation soit jugé nuisible. Ce danger peut toutefois être éliminé si (a) l'on vient à considérer la nouvelle approche à la communication comme étant conforme à la philosophie générale du Centre et si (b) l'on constate que les décisions de la Division des communications qui ont des répercussions sur d'autres divisions reposent non sur des caprices mais sur des critères bien précis, approuvés à l'avance. Par conséquent, tout en étant convaincu que la Division des communications devrait être moins passive sur le plan interne et plus active sur le plan externe, le Comité ne voit pas vraiment la nécessité de réduire de façon considérable les responsabilités de la Division pour ce qui est de la fourniture de services d'édition, de services audio-visuels, de services d'affaires publiques et d'autres services au reste du Centre. À certains égards, en particulier dans le cas des affaires publiques, les membres du Comité entrevoient en fait un élargissement du rôle de la Division.

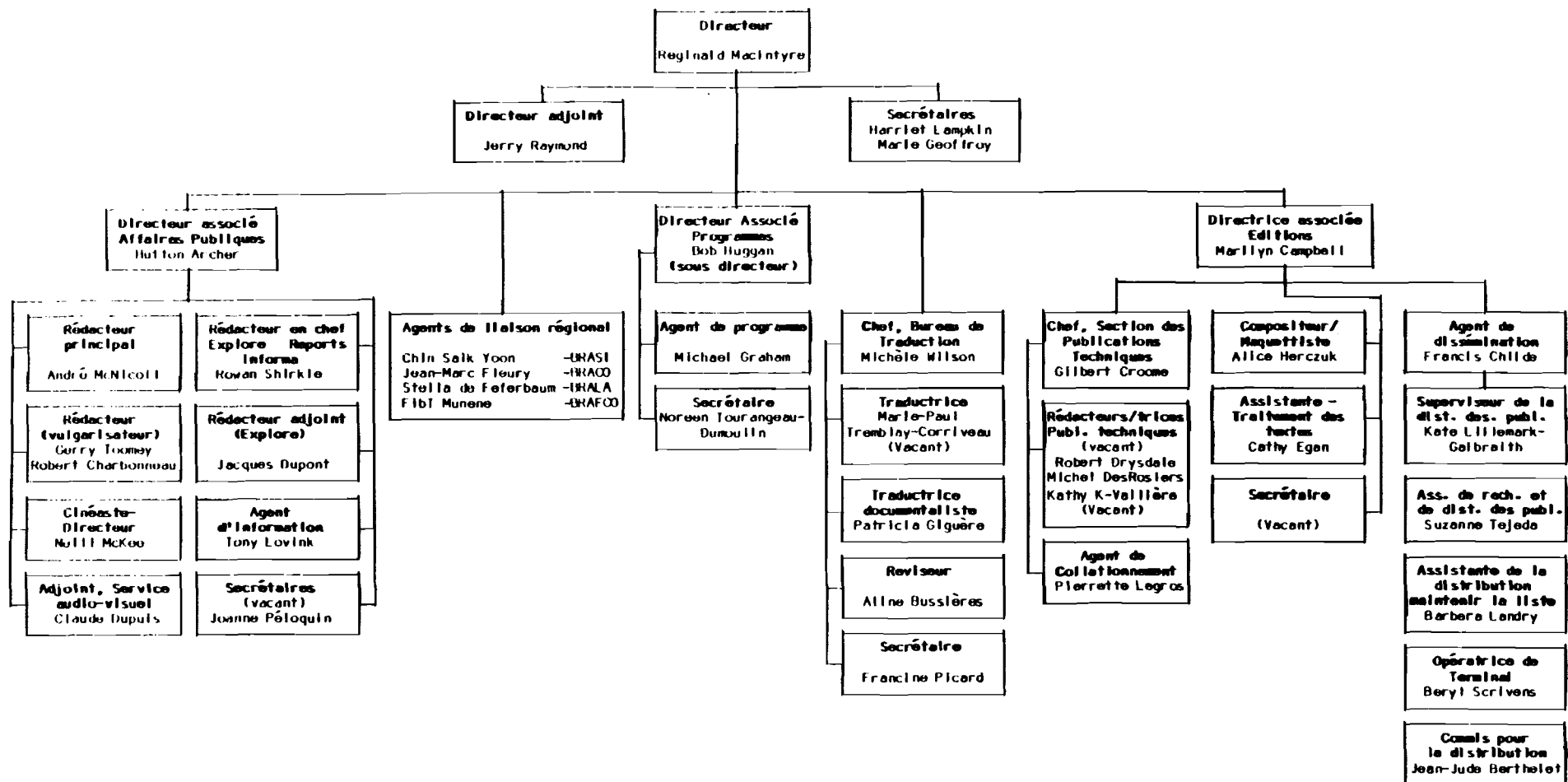






IDRC Communications Division

- August 1984 -



IDNC Communications Division

- août 1984 -

## B. L'EXAMEN

### 1. Méthodologie

Voilà donc les éléments de base à partir desquels le Comité doit entreprendre son examen du travail de la Division. Les activités examinées sont regroupées dans les catégories suivantes, qui elles sont en grande partie - mais non exclusivement - fondées sur les sections de la Division :

- (i) généralités; (ii) productions audio-visuelles; (iii) édition scientifique; (iv) traduction; (v) affaires publiques;
- (vi) diffusion/commercialisation; (vii) agents de liaison régionaux; et
- (viii) programmes (voir organigramme, page précédente). Dans chaque cas le Comité tente d'évaluer les activités antérieures et les programmes futurs de la Division. Pour les activités antérieures, le mandat restreint est utilisé comme point de repère. Par contre, les programmes futurs sont jugés en fonction du mandat élargi décrit ci-dessus. Le Comité s'est également penché sur les aspects'gestion, dotation en personnel, ressources et collaboration entre les divisions.

### 2. Le travail de la Division

#### (i) Généralités

Conformément à son ancien mandat plus restreint, la communication au CRDI a été traitée comme la dernière étape du processus de recherche. Selon le directeur, on a eu tendance à considérer le programme de la Division comme une proportion - environ 5 % - du budget global du Centre.

Au CRDI, on serait généralement d'avis qu'à l'intérieur de ces paramètres la Division s'est acquittée honorablement de ses tâches. On a l'impression, on reconnaît que son rendement a toujours été élevé sur le plan de la qualité et de la quantité, et que bien souvent il aurait pu être qualifié d'excellent. Les deux autres chefs de division interviewés par l'expert-conseil étaient satisfaits des efforts généralement fructueux déployés par la Division des communications pour respecter les calendriers de production.

Le Comité constate que cette opinion favorable du travail de la Division est partagée par des personnes et des organismes à l'extérieur du Centre, comme le prouvent les prix importants qui lui ont été décernés, et les reportages favorables dont elle a fait l'objet dans les médias.

Les employés eux-mêmes sont généralement satisfaits de la qualité de leur travail. En fait, les réponses fournies au questionnaire par quelques-uns d'entre eux faisaient état d'une surproduction de matériel et d'une trop grande importance accordée à la qualité, au détriment des objectifs.

(ii) Productions audio-visuelles

(a) Le passé

Le travail de la Section audio-visuelle a été circonscrit par le mandat de la Division et la méthode que celle-ci utilise pour déterminer la demande de ses services. Ainsi, sur les 19 films en version originale

et les 26 versions en d'autres langues réalisés depuis 1975, seulement un film en version originale et deux versions en d'autres langues ont été classés dans la catégorie des films de vulgarisation. Les chiffres correspondants pour les affaires publiques sont 6 et 7; pour les films appuyant le travail d'organismes, 2 et 4; et pour les films de soutien de projets, 10 et 13. Toutefois, les films ne se prêtent pas tous nécessairement à une classification rigoureuse, et un grand nombre d'entre eux peuvent être utilisés pour du travail de vulgarisation même s'ils devaient au départ servir à d'autres fins.

Dans l'ensemble, ces films ont été très bien accueillis, en raison de leur qualité technique, de la clarté de leur narration et de leur impact général sur l'auditoire. La Division et son unique cinéaste, M. Neil McKee, ont remporté plusieurs prix internationaux.

La Section des affaires publiques, à laquelle est rattachée la Section audio-visuelle, reconnaît l'utilité de produire de la documentation pour faciliter la compréhension des messages que renferment certains films de la Division des communications. Cette approche peut accroître la possibilité d'utiliser les films à des fins de vulgarisation ou même dans des programmes d'études, même si à l'origine le film avait peut-être un objet différent. Cette documentation peut également aider un auditoire qui aurait de la difficulté à comprendre certaines scènes, certains accents et d'autres éléments d'un film.

On a tendance dans certains films à passer sous silence les difficultés, voire les échecs de certains projets. Tout en restant

consciente du danger qu'il y a d'embrouiller les messages, la Section ne devrait pas oublier l'utilité d'une approche plus ouverte, surtout dans les cas où l'auditoire visé est susceptible de connaître ou de découvrir de toute façon ces difficultés et échecs.

Le Comité prend note du travail du personnel de la Section audio-visuelle dans les domaines de la photographie et de la projection de diapositives.

Les efforts déployés par la Section pour améliorer ses techniques et son rendement dans le domaine de l'audio-visuel sont appréciés, tout comme le fait qu'elle continue à considérer la production de films de 16 mm comme essentielle pour un grand nombre de pays du Tiers-Monde.

(b) L'avenir

Il est probable que le CRDI devra toujours maintenir un service audio-visuel à Ottawa, et même peut-être en augmenter les ressources humaines et autres qui, à toutes fins utiles, se limitent actuellement à seule personne. Cependant, la Section devrait, dans la mesure du possible, produire des films, des vidéos et des diaporamas, dans les pays du Tiers-Monde, avec la collaboration des cinéastes de ces pays et dans le but d'utiliser et de perfectionner les services audio-visuels du Tiers-Monde.

La Section devrait accorder davantage d'importance à la production de

matériel qui serait susceptible d'être utilisé à l'appui de la communication sur le développement dans le Tiers-Monde. Ce matériel devrait prendre la forme de vidéo, de diaporamas, etc., en plus des films.

Le Comité tient à souligner l'importance que revêt, pour les pays du Tiers-Monde, les progrès rapides réalisés dans le domaine des communications par satellite, et prend note des travaux de recherche entrepris sur ce sujet par les Divisions des sciences sociales et des sciences de l'information. La Division des communications doit également se tenir au courant de ces progrès, car dans un avenir prévisible ceux-ci pourraient avoir des répercussions énormes sur le travail qu'elle effectue auprès d'organismes du Tiers-Monde.

(iii) Édition scientifique

(a) Le passé

L'édition scientifique a toujours été la pierre angulaire du programme de la Division. Entre 1973 et 1983, la Division a publié près de 400 ouvrages. Entre 1978 et 1984 seulement, elle a vendu et distribué gratuitement près de 650 000 exemplaires de ces publications.

La Section de l'édition a fait un travail de révision et de publication remarquable des manuscrits qui lui ont été présentés. Elle a mis sur pied un système de réunions sur les publications, au cours desquelles le manuscrit à publier est évalué et il est décidé de la forme et de la langue de publication, ainsi que de la date de parution. Les



formulaire de la Section intitulés "Ordre de publication" et "Réunion sur la production de publication" figurent à l'appendice II (a et b).

Le Comité s'interroge sur la qualité du contenu de certaines des publications; se demande si le coût n'est parfois pas trop élevé par rapport à la valeur scientifique ou autre de l'ouvrage; et se pose des questions sur certains aspects des mécanismes utilisés pour déterminer si un ouvrage doit ou non être publié.

(b) L'avenir

En se fondant sur l'expérience qu'elle a acquise au cours des années, la Division a mis au point un système de classement des publications du CRDI qui sont normalement reliées à des recherches ou d'autres activités subventionnées. Ce système comprend les cinq catégories suivantes : rapports manuscrits, études techniques, bibliographies, actes et monographies.

Ou encore pourrait-on dire que les publications entrent dans les trois grands groupes suivants :

Documents préparés et révisés par la division de provenance

Seuls les rapports manuscrits entrent dans ce groupe. Ils comprennent, notamment, les documents de réunions et les rapports préliminaires de projets et ont un tirage limité à un maximum de 600 exemplaires.

Documents préparés et révisés "légèrement" par la Division des  
communication

Ce groupe comprend : les études techniques (documents qui doivent être diffusés rapidement à un public spécial et dont la durée de vie utile est relativement courte); les bibliographies (préparées suivant les méthodes usuelles); et les actes (documents de recherche et autres présentés à des ateliers, etc.)

Documents révisés minutieusement par la Division des communications

Ce sont les publications de la plus haute qualité et les manuscrits entrant dans ce groupe sont susceptibles d'être révisés par des pairs de l'extérieur.

Le Comité est d'avis que le système décrit ci-dessus constitue une catégorisation logique, et que la Division devrait s'efforcer davantage de l'examiner et de le perfectionner de concert avec les autres divisions. Il suggère de conserver le système actuel selon lequel les décisions quant à l'opportunité de publier et dans quelle catégorie sont prises conjointement par la Division des communications et la division de provenance du manuscrit.

Toutefois, les critères régissant la publication d'une monographie devraient être beaucoup plus rigoureux qu'ils ne le sont actuellement. Tout d'abord, le manuscrit d'une monographie proposée devrait être envoyé à un Comité interne d'examen des publications, présidé par la directrice associée (Édition) et composé de représentants

- de la Section de l'édition (agent de diffusion et un rédacteur-réviseur);
- de la Section des affaires publiques;
- de la division de provenance (deux représentants); et
- d'une autre division.

Le Comité serait libre soit de rejeter le manuscrit, soit de recommander sa publication dans une catégorie inférieure, ou encore, s'il semble avoir une certaine valeur, de le soumettre à l'examen de pairs de l'extérieur. Ceux-ci seraient choisis parmi les membres compétents de la communauté scientifique du Canada, du Tiers-Monde ou d'ailleurs, et ils pourraient garder l'anonymat s'ils le désiraient.

Les pairs ou rejetteraient le manuscrit, ou le retourneraient avec des suggestions visant à l'améliorer, ou encore approuveraient sa publication. Une fois prise la décision de publier, les autres décisions concernant la langue, le style, la date de parution, le tirage, les illustrations, etc. seraient prises au cours de la réunion habituelle sur les publications, et ensuite le manuscrit ferait l'objet d'une révision minutieuse par les rédacteurs-réviseurs.

Parfois, au lieu de publier un manuscrit, le Centre appuie sa publication par une université ou un éditeur commercial du Tiers-Monde, en vertu de sa politique de rachat. Cette politique consiste à acheter en gros et à distribuer gracieusement un nombre convenu d'exemplaires. Toutefois, comme certains indices nous portent à croire qu'il y a des abus, le Comité suggère de redéfinir la politique, ce qui serait à l'avantage de toutes les divisions.

Bien que, pour le moment, les ouvrages du CRDI devraient continuer à être publiés à Ottawa, à Londres, à Paris, etc., certaines publications, surtout celles qui n'ont pas l'importance d'une monographie, devraient être confiées à contrat à des maisons d'édition du Tiers-Monde.

La communauté scientifique du Tiers-Monde, les organismes de développement et les milieux politiques canadiens et d'ailleurs doivent demeurer la principale cible des publications scientifiques du CRDI. Toutefois, il faudrait que la Division tente de rejoindre d'autres audiences, dont les vulgarisateurs, en s'attachant davantage à faire traduire ses publications en "d'autres langues". De concert avec les Sections des programmes et des affaires publiques, la Section devrait également aider les organismes du Tiers-Monde à élaborer des programmes de vulgarisation du matériel scientifique, que ce matériel soit sous forme d'imprimés ou sous d'autres formes. Naturellement, ces programmes tiendraient compte du faible degré d'alphabétisation dans certaines régions du Tiers-Monde.

(iv) Traduction

(a) Le passé

La Section de la traduction, qui se compose de cinq personnes, ne peut absorber que moins de la moitié des traductions requises par le Centre. L'agente de liaison régionale en Colombie traduit en espagnol tous les articles pour la revue Informa du Centre et quelques petites

publications, ou encore elle les fait traduire et supervise leur traduction. La traduction en espagnol de documents importants ou de propositions de projet présentées en espagnol est normalement confiée au Bureau des traductions du Secrétariat d'État. La Section ne compte pas de traducteur compétent en espagnol et, en règle générale, les agents de programme ne peuvent étudier les propositions qu'après qu'elles ont été traduites.

La plupart des traductions du français vers l'anglais sont également envoyées au Bureau des traductions, tout comme les textes qui doivent être traduits de l'arabe et du chinois, ou encore dans ces langues. Le Bureau fournit gratuitement ce service au CRDI, mais la Section a un petit budget pour les traductions urgentes confiées à des traducteurs de l'extérieur.

Il semble que le Secrétariat d'État a fourni des textes de très bonne qualité et qu'en général il a respecté les délais du Centre pour ce qui est des traductions du français vers l'anglais ou vice versa. Toutefois, les traductions en espagnol ont parfois été retardées d'un mois et demi. Les traductions effectuées à contrat auraient été de qualité variable, et elles ont parfois nécessité beaucoup de révision. La qualité du travail effectué par la Section elle-même, y compris sa révision des travaux exécutés à l'extérieur du Centre, serait excellente si l'on en juge par l'absence relative de plaintes de la part des lecteurs ou des réviseurs. Toutefois, des rédacteurs bilingues au sein de la Division ont à l'occasion exprimé de l'insatisfaction.

(b) L'avenir

Le Comité estime que ce serait commettre une erreur que de traduire tous les livres ou articles, bon gré mal gré, dans toutes les langues, ou de ne pas traduire des documents lorsque la demande ou les besoins relatifs à la diffusion des connaissances en matière de développement l'exigent.

Le Comité croit que la Division devrait avoir sur place quelqu'un qui serait capable de traduire de l'espagnol vers l'anglais. Il est également d'avis qu'un employé de la Section des affaires publiques devrait être chargé de la traduction, de l'anglais vers l'espagnol, des textes courts qui actuellement doivent être envoyés en Colombie.

Le Comité a cependant pris note de la demande portant que plus d'ouvrages de référence en français - y compris des dictionnaires spécialisés et des documents scientifiques - soient mis à la disposition des employés à la bibliothèque du CRDI ou au sein de la Division.

(v) Affaires publiques

(a) Le passé

Au Canada, le Centre n'a pas été très actif dans le domaine des affaires publiques parce qu'il oeuvre avant tout dans les pays du Tiers-Monde et qu'il n'existait pas jusqu'ici de composante canadienne

à ses activités. Le Comité apprécie les efforts déjà déployés par la Section des affaires publiques, et à son avis la revue The IDRC Reports/Explore/Informa produite par la Section peut être considérée comme l'une des meilleures publications du Centre. Il constate toutefois que le CRDI n'est pas très bien connu au Canada et, par conséquent, estime que le Centre devrait tenter de faire connaître davantage ses activités compte tenu de l'évolution des climats politique, économique et autres.

(b) L'avenir

Pour cette raison, le Comité a été heureux de recevoir le document exposant la nouvelle stratégie de la Division en matière d'affaires publiques. Les objectifs de cette nouvelle stratégie y sont décrits de la façon suivante : (1) faire connaître le CRDI comme centre d'excellence pour les problèmes de développement du Tiers-Monde; (2) promouvoir le Centre comme la source à laquelle les Canadiens devraient logiquement s'adresser pour obtenir des renseignements et des compétences dans ce domaine; et (3) accroître l'efficacité du Centre en sensibilisant le public à ses objectifs et en l'amenant à les appuyer. La campagne proposée s'adresserait, entre autres, aux publics suivants : (1) les décideurs politiques; (2) les chercheurs et spécialistes oeuvrant dans le domaine du développement; (3) les organismes de développement au Canada; et (4) le grand public. Selon le document en question, la Division considère le personnel du Centre et les organes d'information comme les principaux instruments de communication.

Cette nouvelle stratégie est conforme à la position qu'a prise le Comité et qu'il a exposée à sa réunion préliminaire à Dakar, soit que le Canada devrait être le principal public de la Section des affaires publiques. Le Comité et la Division s'entendent également sur la désignation des décideurs, des chercheurs et des membres des organismes de développement comme groupes cibles spéciaux.

Toutefois, la stratégie de la Division vise beaucoup plus loin, c'est-à-dire le grand public. Le Comité a examiné les motifs de la Division, et il reconnaît la sagesse de cette nouvelle orientation. Il ne faudrait pas cependant sous-estimer les pièges associés à un rôle de premier plan. Voilà pourquoi la Section et la Division devront bénéficier du plein appui de tout le Centre, une fois que la nouvelle stratégie aura été mise en application. Heureusement, les réussites impressionnantes du Centre et sa modestie, peut-être excessive pendant toutes ces années, joueront en sa faveur.

Bien que l'accent doive maintenant être mis sur le Canada, il ne faudrait pas négliger ni le Tiers-Monde ni la collectivité scientifique des pays en développement. En fait, les réactions à la stratégie appliquée à l'étranger qui sont transmises par les médias et les rouages diplomatiques peuvent avoir, dans une certaine mesure, un effet positif sur le programme d'affaires publiques mis en oeuvre ici.



(vi) Diffusion/commercialisation

(a) Le passé

C'est peut-être dans ce domaine que la Division a été le moins efficace. L'échec de la Division se situe au niveau le plus fondamental en ce sens qu'elle distribuait ses publications sans avoir une liste d'envoi à jour et ses films sans avoir une stratégie de commercialisation cohérente.

(b) L'avenir

La nomination récente d'un agent de diffusion a commencé à porter fruit. Il est probable que cette initiative aboutira à l'établissement d'une meilleure liste d'envoi, à la mise sur pied d'un système qui permettra d'obtenir régulièrement les réactions des intéressés et, de façon générale, à une stratégie de diffusion/commercialisation mieux organisée.

Dans l'avenir le personnel de diffusion devra faire face aux problèmes et besoins spéciaux que créera sans doute le transfert de la production de livres et de films aux pays du Tiers-Monde. En outre, les efforts visant à réduire le gaspillage et à garantir que le matériel du Centre rejoint le public le plus compétent devraient se poursuivre. Le Comité recommande également que pour les décideurs dont l'emploi du temps est très chargé, la stratégie de diffusion/commercialisation de la Division prévoie l'envoi initial de brochures et de résumés d'une page plutôt que de textes entiers.

(vii) Agents de liaison régionaux

(a) Le passé

C'est en 1981 que la Division a nommé ses premiers agents de liaison dans des bureaux régionaux, s'étant rendu compte de l'importance des préoccupations du Tiers-Monde en rapport avec ses activités. Ces agents ont déjà eu un effet catalytique sur la façon dont la Division envisage les choses et sur certains aspects de son travail. Par exemple, ce sont eux qui auraient aidé la Division à s'orienter vers un rôle de programme. Ce sont eux également qui auraient exercé les premières pressions pour que les livres et, dans une moindre mesure, les films soient diffusés sur une base commerciale plutôt que gratuitement.

(b) L'avenir

Dans l'avenir, ils pourront jouer un rôle dynamique semblable pour améliorer les rapports qu'entretient la Division des communications avec les autres divisions représentées dans les divers bureaux régionaux. Il y aurait lieu d'étudier la question du temps que les agents de liaison régionaux consacrent aux diverses tâches que leur confie la Division, et celle de l'aide supplémentaire qui, dans certains cas, devrait leur être fournie. Le Comité recommande l'embauche de personnel sur place pour les travaux d'écriture et autres tâches moins astreignantes, ce qui permettrait aux agents de liaison régionaux de se consacrer davantage à des activités créatrices.

Il est probable que les agents de liaison régionaux joueront un rôle important dans l'identification, l'évaluation et la mise en oeuvre de projets; dans la fourniture de renseignements sur les résultats des projets; et de façon générale, dans l'évolution du rôle de programme de la Division.

Le Comité croit fermement que la Division, avec l'aide de ses agents de liaison régionaux, devrait accélérer l'exécution de ses plans de décentralisation. Par exemple, les agents pourraient se voir confier de plus grandes responsabilités en matière de diffusion. Ils pourraient également être autorisés à approuver des projets, à l'intérieur de certaines limites.

(viii) Programmes

(a) Le passé

Le Comité est heureux de constater que la Division s'oriente vers des activités de programme.

Il est encore trop tôt pour que le Comité puisse évaluer ce secteur de travail de la Division, sauf peut-être qu'il pourrait mentionner le succès de ses programmes de formation de journalistes scientifiques en Afrique occidentale, ainsi que la demande soutenue à cet égard, et les résultats variables qu'obtiennent des programmes semblables en Asie.

(b) L'avenir

Le Comité considère comme un bon début l'intention de la Division d'exercer son rôle de programme dans les domaines suivants :

- (a) aider les organismes du Tiers-Monde à se doter des mécanismes de publication et de diffusion nécessaires pour communiquer les résultats des recherches scientifiques à la communauté scientifique des pays en développement;
- (b) aider les médias populaires à se doter des mécanismes nécessaires pour diffuser l'information scientifique chez un plus grand public dans le Tiers-Monde;
- (c) promouvoir et appuyer les activités de recherche en matière de communication dans les domaines dont ne s'occupe pas actuellement la Division des sciences sociales.

Toutefois, la Section ne devrait pas définir a priori les médias des pays du Tiers-Monde susceptibles d'être utiles dans la transmission des connaissances scientifiques et d'autres messages sur le développement. Par exemple, dans un grand nombre de ces pays, les médias en face à face, y compris les médias populaires, jouent encore un très grand rôle. Deuxièmement, le Comité estime qu'il faudrait, dans la mesure du possible, obtenir le point de vue du Tiers-Monde, y compris celui de ses spécialistes de la communication, au cours de l'élaboration des programmes de diffusion. Troisièmement, le Comité désire souligner la

nécessité d'une collaboration étroite entre la Division des sciences sociales et la Division des communications.

### 3. Dotation en personnel, ressources et gestion

#### (i) Gestion

Le Comité prend note de la demande formulée par certains employés qu'il y ait un plus grand partage des responsabilités, une participation plus active des employés subalternes et des cadres intermédiaires au processus de prise de décisions, ainsi qu'une plus grande délégation des pouvoirs et une plus forte décentralisation. Par conséquent, le Comité est heureux de constater la mise en place de nouveaux mécanismes, comme la réunion des chefs de section, la réunion annuelle du personnel, et des réunions assez fréquentes où les employés peuvent formuler leurs plaintes et exposer leurs vues. Les sondages effectués par le Comité ont révélé que ces efforts ont commencé à porter fruit. La réunion des chefs de section en particulier devrait permettre de galvaniser la créativité de tous les employés, et ce d'une manière bien ordonnée, pour qu'ils puissent aider le directeur à faire face aux nouveaux problèmes et défis qui surgiront dans l'avenir.

#### (ii) Dotation en personnel et ressources

Les employés de la Division semblent être d'avis que dans l'ensemble celle-ci a obtenu les ressources matérielles nécessaires pour s'acquitter de son mandat traditionnel, bien qu'ils aient soulevé des

problèmes allant d'une mauvaise ventilation dans certains bureaux au besoin de meilleurs services de photocopie. Toutefois, de l'avis général - en fait presque unanime - la Division a besoin de plus d'employés de soutien. Outre le fait que le rapport entre les employés de soutien et les professionnels au sein de la Division est le plus faible du Centre, il semblerait que les professionnels mieux rémunérés de la Division doivent consacrer une bonne partie de leur temps à des tâches d'écriture. D'aucuns ont également mentionné la pénurie de professionnels, par exemple dans les Sections de la traduction et des affaires publiques.

Bien que le Comité ne s'estime pas compétent pour évaluer toutes ces demandes en détail, il appuie sans réserve l'embauche d'employés de soutien additionnels pour la Division. Il reconnaît également que certaines des mesures qu'il recommande ou qu'il appuie nécessiteront peut-être des ressources supplémentaires. Dans certains cas, une réaffectation des ressources sera sans doute possible. Dans d'autres, la Division aura peut-être intérêt à avoir recours aux services de pigistes ou d'experts-conseils de l'extérieur plutôt que d'embaucher du personnel additionnel. Toutefois, dans au moins quelques cas, comme celui de la Section audio-visuelle, l'embauche d'employés supplémentaires sera peut-être la seule solution possible.

#### 4. Collaboration entre les divisions et avec d'autres organismes

##### (i) Généralités

Il est généralement reconnu que la Division des communications doit

travailler en collaboration étroite avec la plupart sinon la totalité des autres divisions du Centre. Le présent rapport a fait mention de la nécessité d'une collaboration particulièrement étroite avec les SSo, pour l'élaboration du rôle de programme de la Division. De même, la Section des affaires publiques de la Division devrait entretenir des rapports soutenus avec la Division des programmes de coopération, pour la mise en oeuvre de la nouvelle stratégie des affaires publiques. Cette dernière division offre la base sur laquelle diffuser le message du CRDI au sujet du développement du Tiers-Monde aux membres de la communauté scientifique canadienne et, par les mass médias, au grand public canadien.

(ii) Précisions : Division des communications et SI

Au milieu de 1983, M. John Woolston a été nommé vice-président, Programmes de l'information, et il a été chargé, entre autres, "d'assurer la direction générale, y compris le contrôle et la coordination" des programmes des Divisions des sciences de l'information et des communications.

Le Comité estime qu'il est encore trop tôt pour évaluer l'efficacité de ce système et la mesure dans laquelle les objectifs susmentionnés sont atteints. D'après ce que le Comité a pu constater, il n'existe pas encore d'esprit d'équipe entre les employés des deux divisions. Les membres du Comité sont néanmoins d'avis que le travail de chacune des deux divisions peut être enrichi si la collaboration qui existe déjà peut être renforcée et élargie davantage.

(iii) Collaboration entre organismes

Le Comité désire encourager l'établissement d'autres rapports de collaboration entre la Division et la Division des communications de l'Agence canadienne de développement international (ACDI), là où cette collaboration est à l'avantage réciproque des deux organismes. Une collaboration semblable avec la Division des communications de l'UNESCO et d'autres organismes internationaux doit également être encouragée, surtout lorsque cette collaboration peut réduire le double emploi (par exemple dans la production de films) ou faire avancer de façon générale la cause du développement du Tiers-Monde.



### C. RÉSUMÉ DES RECOMMANDATIONS

#### (i) Le mandat de la Division des communications

(a) Le Conseil des gouverneurs devrait reconnaître l'activité communication au sein du CRDI non simplement comme une fonction de "service" mais comme une véritable contribution au développement du Tiers-Monde, et devrait accorder à la Division des communications le mandat élargi décrit aux pages 3 à 5. Ce mandat est à interpréter comme comprenant l'octroi d'une aide aux organismes du Tiers-Monde qui oeuvrent dans le domaine des sciences et des communications, pour qu'ils puissent transmettre l'information scientifique à leurs gens, à tous les niveaux appropriés. Tout en s'acquittant de son rôle sur le plan des programmes, la Division ne devrait pas toutefois négliger son rôle traditionnel de "service".

(b) La Division des sciences sociales devrait, du moins pour l'avenir prévisible, conserver la responsabilité des aspects de la recherche en matière de communication dont elle s'occupe actuellement. Les autres aspects du programme de recherche dont elle n'est pas actuellement chargée devraient, si cela est opportun, être intégrés directement dans les activités de la Division des communications. Il y aurait lieu d'encourager la plus grande collaboration possible entre les deux divisions, pour ce qui est de ces deux types d'activités.

- (c) Les cadres devraient établir des mécanismes qui permettront d'incorporer les éléments diffusion et utilisation des résultats aux projets de recherche au moment de leur élaboration.

(ii) Productions audio-visuelles

- (a) La Section audio-visuelle devrait, dans la mesure du possible, transférer certaines activités de production au Tiers-Monde. Elle devrait également collaborer avec la Section des programmes à la formation de cinéastes et d'autres producteurs d'audio-visuels dans les pays en développement.
- (b) La Section devrait examiner avec soin l'opportunité d'accorder davantage d'importance à des médias autres que le film. En particulier, elle devrait concevoir, de concert avec la Section des programmes, un plan visant l'utilisation de la radio comme instrument de diffusion de l'information scientifique.

(iii) Édition

- (a) Tous les efforts possibles devraient être faits pour garantir que le système de classement de la Section est compris et accepté dans tout le Centre.
- (b) Un Comité interne d'examen des publications devrait être créé sous la présidence de la directrice associée (Édition). Le Comité se composerait de représentants de la Section de l'édition et de la

Section des affaires publiques. A ces personnes s'ajouteraient des représentants de la division d'où provient le manuscrit et d'une autre division lorsque le comité étudiera un manuscrit.

- (c) Il y aurait lieu de conserver la méthode actuellement utilisée pour décider ce qui doit être publié et dans quelle catégorie. Toutefois, aucune monographie ne devrait être publiée sans avoir été examinée par le Comité interne d'examen des publications et par des pairs de l'extérieur.
- (d) Le directeur devrait clarifier et redéfinir la politique de "rachat" du Centre, au profit de toutes les divisions. Tout en conservant le droit de prendre une décision relativement au "rachat" de n'importe quelle publication, il pourrait décider de demander l'avis du Comité interne d'examen des publications.
- (e) Dans les cas opportuns, les publications du CRDI, y compris les monographies, devraient être imprimées dans le Tiers-Monde. Les versions en espagnol et dans "d'autres langues" devraient normalement être imprimées dans les pays en développement. La Section devrait également collaborer avec la Section des programmes en vue du partage, avec des spécialistes et des organismes du Tiers-Monde, des compétences que possède le CRDI dans le domaine de l'édition.

(iv) Traduction

- (a) Les plans visant l'embauche d'un traducteur compétent en espagnol au Siège pour faciliter le travail des agents de programme et des Sections

de l'édition et des affaires publiques devraient être mis en oeuvre. Toutefois, la traduction en espagnol de documents plus importants devrait continuer à être faite à Bogota, de préférence sur une base contractuelle.

(b) Les traductions dans "d'autres langues" devraient, dans la mesure du possible, être faites dans le Tiers-Monde.

(c) La Division devrait maintenir le système d'attribution de certains travaux de traduction au Bureau des traductions et, au besoin, à des entrepreneurs du secteur privé.

(d) La Section devrait, avec l'aide de la bibliothèque, passer en revue les dictionnaires et autres ouvrages scientifiques et de référence que possède le Centre en français ou en espagnol.

(v) Affaires publiques

(a) La Section devrait mettre en oeuvre sa nouvelle stratégie en matière d'affaires publiques. Toutefois, il faudrait tenir compte des pièges que peut comporter une telle stratégie, et en particulier de la possibilité qu'elle échoue. Par conséquent, au moment de son application, le président et le vice-président, Programmes de l'information, devraient s'assurer que la Division et la Section bénéficient du plein appui du Centre.

- (c) La Section devrait maintenir les normes de ses nombreuses publications et s'assurer qu'un plus grand nombre des articles qui paraissent dans Explore et Informa sont rédigés en français et en espagnol respectivement.

(vi) Diffusion/commercialisation

- (a) Le personnel de diffusion devrait continuer à simplifier le système de distribution des livres et des films et, de façon générale, à appliquer sa nouvelle stratégie de commercialisation afin d'arriver à une diffusion plus large, plus efficace et plus rentable du matériel du CRDI.
- (b) Dans la mesure où cela peut être fait sans priver les ressortissants intéressés des pays du Tiers-Monde de l'accès au matériel du CRDI, la Section devrait continuer à s'orienter vers la distribution commerciale des livres et des films par opposition à une distribution gratuite.

(vii) Agents de liaison régionaux

- (a) Le directeur devrait décentraliser en partie le travail de la Division en confiant certaines responsabilités de celle-ci soit aux agents de liaison régionaux, soit à des organismes du Tiers-Monde. La publication de livres, les activités de programme et les affaires publiques sont tous des secteurs qui se prêteraient à la décentralisation. Dans chaque cas, le directeur devrait naturellement fixer des limites aux pouvoirs de décision et aux responsabilités des agents de liaison régionaux.

- (b) Des agents de liaison devraient être nommés dans tous les bureaux régionaux.
- (c) Les agents de liaison régionaux devraient être encouragés à jouer un rôle actif et central dans l'établissement d'une collaboration plus étroite entre leur division et d'autres divisions du CRDI.
- (e) Le directeur et le Comité du président devraient examiner la possibilité de libérer les agents de liaison régionaux de certains des menus détails dont ils doivent actuellement s'occuper, en recrutant du personnel sur place ou en faisant exécuter les travaux à contrat.

(viii) Programmes

- (a) La Section des programmes devrait appliquer son nouveau plan d'activité en tenant dûment compte du plan décrit ci-dessus portant sur le partage des responsabilités entre les Divisions des sciences sociales et des communications. Les discussions sur cette question déjà amorcées entre les deux divisions doivent être encouragées.
- (b) La Section devrait travailler étroitement avec les praticiens et les spécialistes des communications dans les pays du Tiers-Monde, ainsi qu'avec les agents de liaison régionaux, en vue d'accroître ses connaissances sur les programmes et mécanismes pertinents de communication de ces pays.

- (c) Il faudrait constamment examiner les répercussions que les progrès actuels en communications par satellite sont susceptibles d'avoir sur le travail de la Division.

(ix) Gestion, dotation en personnel et ressources

- (a) Le directeur devrait maintenir et perfectionner les mécanismes de consultation établis au sein de la Division, y compris la réunion des chefs de section, la réunion annuelle du personnel et d'autres réunions des employés.
- (b) Le directeur et le Comité du président devraient faire une évaluation approfondie des changements qui devront peut-être être apportés à la quantité et à la nature des ressources à la suite du nouveau mandat, ainsi que des nouvelles initiatives et activités de la Division. Ils devraient dûment tenir compte des avantages relatifs de "faire soi-même" et de "faire faire"; de l'inefficacité qui semble attribuable à un déséquilibre entre les employés de soutien et les professionnels; de la nécessité d'embaucher du personnel supplémentaire pour les productions audio-visuelles; de la nécessité d'avoir une certaine capacité en espagnol; et de l'utilité d'avoir un agent de liaison dans chaque bureau régional.

(x) Collaboration entre les divisions et avec d'autres organismes

- (a) Avec l'aide de ses agents de liaison régionaux, la Division des communications devrait s'assurer qu'elle entretient les meilleures relations possibles avec toutes les autres divisions.

(b) La Division et la Division des sciences de l'information ont tout particulièrement besoin et ont la chance d'entretenir des relations très étroites.

(c) La Division devrait maintenir et, dans les cas opportuns, intensifier ses relations avec l'ACDI et l'UNESCO ainsi qu'avec d'autres organismes de développement internationaux.





**CENTRE DE RECHERCHES POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL**

**EXPOSÉ SUR LE PROGRAMME DE TRAVAIL  
de la  
Division des communications**

**Présenté à un Comité d'étude  
du  
Conseil des gouverneurs**

**13 août 1984**



## Table des matières

|  | page |
|--|------|
| Introduction                               | 1    |
| Quelques antécédents                       | 3    |
| La Division des communications aujourd'hui | 6    |
| L'avenir                                   | 12   |
| Édition                                    | 14   |
| Affaires publiques                         | 23   |
| Productions audio-visuelles                | 36   |
| Diffusion/commercialisation                | 40   |
| Activités de soutien de projets            | 47   |
| Liste du personnel                         | 57   |



## INTRODUCTION

Les communications constituent un élément essentiel de l'infrastructure requise pour garantir l'application des connaissances scientifiques et techniques au développement socio-économique. Par conséquent, en vertu de son mandat le CRDI est appelé à jouer un rôle actif pour aider les pays en développement à mettre au point leurs propres mécanismes de diffusion de ces connaissances, et ce tant dans un contexte national qu'à l'intérieur de la dynamique Sud-Sud.

On s'inquiète beaucoup du déséquilibre qui règne dans la diffusion de l'information, normalement du Nord au Sud, et des effets de ce déséquilibre sur les plans politique et social, surtout depuis que cette question a été portée à l'attention internationale, en 1980, par le rapport de la Commission internationale d'étude des problèmes de la communication (Rapport MacBride). Cette préoccupation a grandi à la suite de certains événements et de l'Année mondiale des communications organisée par les Nations Unies, et aussi à cause des énormes progrès réalisés dans ce domaine. Nous sommes tout simplement plus conscients que nous ne l'avons jamais été de toutes les inégalités au plan de l'information, entre les pays industrialisés et les pays en développement.

La Division des communications estime que sa principale responsabilité est de favoriser la diffusion des travaux faits par les chercheurs et les instituts de recherche du Tiers-Monde, à la fois pour faire connaître ces travaux à d'autres chercheurs et encourager leur application. À cette fin, la Division continue de diffuser elle-même ces travaux, par divers moyens, mais s'efforce aussi d'utiliser au maximum les moyens de diffusion du Tiers-Monde qu'elle juge adéquats.

Le CRDI doit en même temps maintenir un dialogue avec la communauté scientifique du Canada, tant pour faire connaître ses programmes que pour solliciter, au besoin, la participation des scientifiques canadiens. Il a également la tâche plus vaste d'échanger avec le public canadien pour le sensibiliser aux problèmes de développement.

## Quelques antécédents

La Division des communications n'est pas une des divisions originales du Centre. Au début, le Centre a répondu à ses besoins en matière de rédaction, de révision, de production d'ouvrages, de distribution et de relations publiques par l'embauche de gens qui étaient affectés à divers groupes pour exécuter des tâches bien précises. Toutefois, la croissance du Centre, particulièrement marquée en 1972 et 1973, a entraîné une augmentation parallèle de la demande de compétences en matière d'édition. À titre de solution temporaire, le président a réuni le personnel des deux principaux secteurs d'activité dans deux "bureaux" sous sa direction : le Bureau des publications et le Bureau de l'information du public. En 1975, il a fusionné ces deux bureaux pour former la Division des publications, dirigée par un cadre nommé par le Conseil.

La Division des publications a probablement tenté de prendre de l'expansion trop rapidement. Elle s'est chargée d'activités de soutien de projets et a fourni au Centre des services d'édition et d'affaires publiques lorsqu'elle n'avait pas encore le personnel et l'expérience nécessaires. À la suite de la nomination du président actuel du CRDI et du départ du deuxième directeur de la division au milieu de 1978, il a été décidé que la Division (rebaptisée Division des communications) reprendrait son rôle original de division de soutien et s'attacherait à améliorer sa crédibilité et sa compétence dans les domaines de l'édition et de l'information du public.

Au cours des deux années suivantes, un certain nombre de changements ont été apportés au personnel, entre autres la nomination d'un directeur associé chargé des affaires publiques. Le départ de certains employés et de nouvelles



nominations ont considérablement rehaussé le calibre du personnel, et, par le fait même, amélioré le climat de travail et la production.

En 1978-1979, dans le cadre d'une mesure d'économie qui a touché tout le Centre, il a été décidé de réduire l'équipe de rédaction-révision en espagnol de Bogota, et de ramener à Ottawa les services de production des publications espagnoles. À peu près au même moment il a également été décidé d'intégrer le service de traduction à la Division des communications, de façon à favoriser des échanges plus étroits et plus productifs entre la traduction, la rédaction-révision et la rédaction.

En 1980 des représentants de la Division ont été affectés aux bureaux régionaux plus importants. Il était devenu évident qu'il fallait diffuser plus activement les résultats des travaux financés par le Centre, donner aux bénéficiaires de subventions des conseils au sujet de leurs problèmes de publication ou de diffusion, et fournir un apport aux programmes des diverses divisions.

Le travail des agents de liaison régionaux (ALR) a inévitablement entraîné un élargissement des activités de vulgarisation de la Division, qui, pendant quelque temps, ont été réalisées au moyen de petits projets préliminaires de division (PPD). Avec un bon personnel à Ottawa et des agents de liaison dans les bureaux régionaux, la Division a pu, en 1983-1984, entreprendre un modeste programme d'activités de projets, ce qui lui a donné beaucoup plus de latitude dans les domaines de l'édition, de l'information du public, des films, etc. Afin de garantir que cette activité de programme, que l'on avait fait renaître, se développerait de façon prudente et professionnelle, le directeur associé des affaires publiques a été nommé directeur associé des programmes en

janvier 1984.

Étant donné l'importance croissante que l'on accorde, au Centre, à l'utilisation des résultats des recherches, il serait naturel que la Division des communications joue un rôle clé, sinon le principal rôle, dans le processus de diffusion. C'est cette composante des communications qui constitue la première étape, la plus importante, de l'utilisation des résultats des recherches. Pour pouvoir s'acquitter de ce rôle le plus efficacement possible, la Division doit maintenant prendre certaines décisions difficiles et importantes :

- Doit-elle prendre de l'expansion de façon à pouvoir répondre aux demandes croissantes de publication des recherches subventionnées par le Centre, formulées par des bénéficiaires par l'entremise du personnel des divisions de programme? Ou doit-elle maintenir ses activités à leur niveau actuel et s'attacher à aider les bénéficiaires à trouver d'autres éditeurs compétents?
- Doit-elle s'efforcer d'améliorer les services d'édition d'organismes et de particuliers dans les pays en développement pour qu'ils puissent produire de meilleures publications et mettre au point des stratégies de distribution plus efficaces?
- Doit-elle continuer à élargir ses activités cinématographiques ou doit-elle s'attacher à transférer ses compétences aux pays en développement afin d'aider à démontrer l'importance des moyens audio-visuels dans les domaines de l'éducation et du développement?
- Doit-elle continuer à distribuer ses publications (y compris la revue) gratuitement, ou doit-elle s'orienter, comme elle a déjà commencé

à le faire, vers une réduction du nombre de publications gratuites et l'adoption d'une politique de commercialisation plus énergique faisant appel aux services de dépositaires partout dans le monde?

### **La Division des communications aujourd'hui**

Le présent document renferme les idées de la direction et d'un certain nombre de cadres supérieurs de la Division à qui l'on a demandé de présenter leurs vues sur les orientations actuelles et futures de la Division.

Le directeur et le sous-directeur constituent la direction, et ils sont bien appuyés par une directrice associée (édition), un directeur associé (affaires publiques), et deux chefs de section (publications scientifiques et traduction). La Division emploie également un administrateur de niveau supérieur (directeur adjoint) qui s'occupe de toutes les questions relatives aux finances et au personnel (voir également appendice II). Le sous-directeur est également directeur associé (programmes).

### **Édition scientifique et technique**

Une recherche n'est pas terminée tant que ses résultats ne sont pas publiés, c'est là chose admise. Par conséquent, la pierre d'angle de la Division des communications est l'édition scientifique et technique; c'est le domaine dans lequel la Division estime devoir aider, en priorité, les chercheurs des pays en développement.

À l'exception de la revue (The IDRC Reports, Le CRDI Explore, El CIID Informa), tout ce qui est publié par le Centre est en grande partie, révisé et traité par le groupe de l'édition et de la production.

Les rédacteurs-réviseurs de la Division veulent jouer un rôle plus important dans la vulgarisation, faire fonction de personnes ressources et aider leurs homologues du Tiers-Monde à améliorer leurs compétences dans les domaines de l'édition et de la production d'ouvrages.

Bien entendu, il ne faudrait pas pour autant réduire notre niveau de publication actuel, et ce essentiellement pour deux raisons. Premièrement, on est généralement d'avis que la publication par le CRDI garantit une diffusion globale, et par conséquent les organismes des pays en développement continueront de demander au Centre de publier les résultats de leurs travaux. Deuxièmement, bien que le CRDI ne fasse pas de recherches, le fait d'avoir sa propre série de publications bien connues (monographies ou autres publications) lui permet de maintenir sa renommée parmi les organismes de recherche et les autres organismes donateurs.

### **Publications d'intérêt général**

Les deux publications d'intérêt général les mieux connues sont le Rapport annuel et Quête d'avenirs. Le Rapport annuel, qui renferme un état financier et un résumé du travail effectué par le Centre, est requis par la loi. Quête d'avenirs est une revue annuelle des activités au cours d'une année civile particulière, et elle s'adresse à des lecteurs canadiens et étrangers qui s'intéressent de façon générale ou particulière aux problèmes de développement.

En 1983, la conception de Quête d'avenirs a été substantiellement modifiée. Au lieu de décrire le travail de chaque division séparément, la publication a exposé les priorités économiques et sociales de chacune des principales régions en développement, ainsi que la façon dont le Centre répond à ces priorités. Dorénavant, Quête d'avenirs tentera, au moyen d'analyses et de synthèses, d'examiner plus à fond le travail du Centre sur une base régionale.

Depuis l'arrivée d'un rédacteur à plein temps qui travaille exclusivement en français, beaucoup d'articles, destinés notamment à la revue du Centre, sont rédigés en français. La moitié du bulletin des employés Echo/l'Echo est maintenant rédigée en français. En outre, la Division comptera bientôt un rédacteur-réviseur et un traducteur qui viendront renforcer sa capacité en espagnol.

### **Affaires publiques**

Les principaux outils des activités de la Division en affaires publiques sont les publications mentionnées ci-dessus : les éditions en trois langues de la revue, Features/Reportages, le Rapport annuel, Quête d'avenirs, et les films. Naturellement, les contacts qu'entretiennent les professionnels du Centre avec des collègues au Canada et ailleurs dans le monde demeurent le plus important outil d'affaires publiques. Le nouveau directeur associé des affaires publiques vient de terminer l'élaboration d'une stratégie d'affaires publiques pour le Canada, qui est décrite dans la section "Affaires publiques" du présent rapport.

## **Productions audio-visuelles**

Bien que le service audio-visuel fasse partie de la Section des affaires publiques, il est traité séparément car le fait que le Centre puisse réaliser ses propres films le place dans une situation d'exception. En outre, l'audio-visuel peut être très utile dans le domaine du développement, si seulement nous arrivons à trouver de meilleurs moyens d'assurer une plus large distribution aux films et aux vidéo dans les pays en développement.

La production et la distribution des films sont traitées en détail plus loin dans le présent rapport.

## **Diffusion/Commercialisation**

Au début de 1983, la Division s'est dotée d'un agent de diffusion qui consacrerait tout son temps à élaborer des stratégies susceptibles de favoriser une utilisation plus efficace des ouvrages et des films produits par le Centre, et aussi la conseillerait sur la meilleure façon pour elle d'appuyer les efforts des pays en développement dans ce domaine, au moyen de ses propres projets.

## **Activités de soutien de projets**

Le Comité de gestion du Centre ayant décidé en 1982 d'autoriser la Division à exécuter des projets, celle-ci s'est vu allouer un budget de programme de 300 000 \$.

Ce secteur d'activité de la Division a deux principales composantes : la Communication scientifique et le Développement des médias. La Communication scientifique vise trois grands objectifs : améliorer la diffusion de l'information parmi les scientifiques des pays en développement; améliorer la diffusion de l'information des scientifiques aux technologues et techniciens; et améliorer la diffusion de l'information dans les langues nationales des pays du Tiers-Monde. Les projets de la composante Développement des médias auront principalement pour objet de communiquer les résultats des travaux de recherche au plus grand public possible, au moyen de ressources faisant appel à la radio, à l'imprimé et à l'audio-visuel (films et vidéo).

### **Agents de liaison régionaux**

La Division compte maintenant des représentants à Bogota, à Dakar, à Singapour et à Nairobi. Sauf dans le cas de Dakar, ces agents de liaison régionaux sont tous originaires de la région où ils sont affectés.

Chacun des agents de liaison régionaux est, à lui seul, toute la Division des communications. Ils doivent rédiger des articles, réviser des textes, entretenir des relations avec les médias, fournir aux bénéficiaires de subventions des conseils en matière d'édition, répondre aux demandes de renseignements, distribuer les films, négocier les propositions de projet, superviser les projets, et ainsi de suite. En outre, ils fournissent à la direction de la Division des conseils inestimables sur toutes les questions qui intéressent celle-ci et qui ont des répercussions importantes sur les politiques.

Toutefois, la direction de la Division est de plus en plus préoccupée par le fait que les agents de liaison régionaux sont maintenant surchargés et pense qu'une aide doit leur être fournie. Il est donc possible que les prévisions quinquennales relatives au personnel ne soient pas suffisantes; tout dépendra des tâches additionnelles que la Division assumera.

### **Administration de la Division**

Le personnel de direction n'a pas augmenté au cours des cinq dernières années, en partie en raison d'un désir conscient de limiter le nombre de cadres, mais aussi à cause de la nécessité d'accroître les années-personnes consacrées aux activités de production de la Division. Toutefois, il est maintenant évident qu'un autre poste d'administrateur devra être créé.

La direction de la Division reconnaît que pour maximiser la créativité elle doit faire confiance au personnel et lui laisser une grande marge de liberté. Par conséquent, elle tente par tous les moyens d'assurer aux employés le meilleur milieu de travail possible et de leur offrir les meilleures possibilités de se perfectionner sur le plan professionnel. Dans un climat créateur, certaines tensions entre les employés et la direction sont inévitables. Nous avons donc prévu la tenue de réunions mensuelles informelles, qui sont en grande partie organisées et dirigées par les employés, et où ceux-ci peuvent faire part à la direction de toutes leurs préoccupations.

### **Collaboration entre les divisions**

La nature même du rôle de la Division exige de nombreux contacts et un haut degré de collaboration avec les autres divisions du Centre. En outre, dans le cadre de la nouvelle orientation de programme il est clair qu'un grand nombre



de futurs projets seront exécutés en collaboration avec d'autres divisions. À ce jour, nous avons élaboré des projets conjoints avec le Bureau du Président, la Division des bourses, la Division des sciences sociales, les Programmes de coopération et les Sciences de l'information. Il est probable que ces entreprises conjointes se poursuivront et se multiplieront.

## **L'avenir**

La Division compte sur les conseils qu'elle recevra du Comité d'étude du Conseil des gouverneurs, tout particulièrement au moment où elle se lance dans la réalisation de projets. Elle sera appelée à faire de nombreux choix, qui tous devront être pesés avec soin afin de garantir la meilleure utilisation possible de son personnel ainsi que des fonds du Centre.

Comme la Division des sciences de l'information, la Division des communications est constamment priée de prêter son personnel : parfois un rédacteur-réviseur invité pour assister à un symposium scientifique et en réviser les actes aux fins de leur publication; parfois un cadre pour servir de conseil auprès d'organismes (certains Centres internationaux de recherche agricole, par exemple) relativement à l'organisation et à la dotation en personnel d'un service de publication, etc.

Pour un grand nombre d'organismes des pays en développement, la Division des communications deviendra un jour une source d'expertise, qui facilitera le transfert des connaissances dans les domaines de la rédaction et de l'édition, ainsi que de la production de monographies, de livres et de films. Mais

surtout, la Division les conseillera sur la meilleure façon de garantir la communication des résultats des recherches aux agriculteurs et aux pêcheurs, aux vulgarisateurs dans les villages et aux jeunes scientifiques, afin que ceux-ci puissent commencer à avoir accès à toutes les nouvelles connaissances engendrées partout dans le monde.

## ÉDITION

### Édition scientifique/technique

La Division des communications a adopté, il y a longtemps, le principe de ne publier que les résultats des projets de recherche subventionnés par le Centre. Il y a eu quelques dérogations à ce principe, dans le cas de publications constituant un apport important au développement ainsi qu'aux objectifs généraux du Centre. Bien que nous ayons depuis quelques années un mécanisme officiel d'étude des manuscrits à publier, ce mécanisme n'a pas toujours permis d'éliminer les manuscrits médiocres, dont certains étaient des rapports de projet. En outre, les actes d'ateliers et de réunions ont normalement été placés dans la série des monographies. Deux autres séries, la série des études techniques et la série des rapports manuscrits, renferment également des rapports et des documents résultant des travaux de recherche subventionnés par le CRDI.

### Décisions en matière de publication

Par le passé, la Division s'est probablement trop empressée de répondre aux demandes de publication d'autres divisions. Notre politique a été de publier dans les plus brefs délais. Malheureusement, nous n'avons pas consacré assez de temps à évaluer la qualité des documents, et avons eu trop tendance à nous en remettre au jugement des agents de programme intéressés.

S'il est admis que les projets subventionnés par le Centre ne donnent pas tous de bons résultats, que les documents provenant de nos bénéficiaires ne sont

pas tous publiables tels quels, et que le CRDI devrait se garder de publier des documents de qualité médiocre, il y aurait lieu de prévoir les mécanismes qui permettraient de protéger l'image de marque du Centre et la réputation des scientifiques du Tiers-Monde.

À cet égard, la meilleure solution serait, semble-t-il, de créer un "groupe d'examen par des pairs" interne, qui serait chargé d'examiner tous les textes devant être publiés dans toutes les séries, sauf la série des rapports manuscrits, et de prendre des décisions critiques et objectives quant à ce qui devrait ou ne devrait pas être publié. Le groupe se composerait de la directrice associée (édition), du directeur associé (affaires publiques), de l'agent de diffusion et de deux ou trois agents de programme d'autres divisions. Ces agents de programme pourraient changer de temps à autre, si la chose était jugée souhaitable. Les membres du groupe pourraient être nommés par le président, d'une façon similaire à celle employée pour les membres du Comité d'administration du Centre.

### **Décentralisation**

La Division peut dès maintenant contribuer à accroître le nombre d'ouvrages imprimés dans le Tiers-Monde, en s'efforçant de produire un plus grand nombre de ses propres publications dans les pays en développement. À cet égard, nous sommes conscients qu'il sera difficile de maintenir les normes actuelles de présentation et de contenu. En effet, à l'extérieur du monde industrialisé il est souvent difficile d'obtenir des services de composition, de mise en page et de reliure de bonne qualité. Toutefois, ces compétences existent dans certains pays, et la publication pourrait être coordonnée par l'entremise des bureaux

régionaux. Dans certains cas, cette mesure se révélerait sans doute plus coûteuse, mais le choix de publier dans le Tiers-Monde ne se fonde pas sur des raisons d'économie, mais sur la volonté d'appuyer l'industrie de l'édition autochtone et de créer dans les régions des compétences en édition scientifique.

### **Formation à l'édition**

L'initiation de rédacteurs-réviseurs des pays en développement aux techniques de production constituerait une composante naturelle de la décentralisation. À l'heure actuelle, la Division ayant la réputation de produire des ouvrages d'excellente qualité dans des délais très courts, son personnel de rédaction-révision est constamment appelé à participer à des réunions à l'étranger et à produire les actes de ces réunions.

Au lieu de maintenir cette pratique, les employés de la Division pourraient être initiés à tous les aspects de l'édition et, dans une mesure moindre, de la diffusion des publications, et être par la suite en mesure de dispenser une formation dans les pays en développement.

### **Politique de rachat**

Le mécanisme de rachat a été utilisé tant pour appuyer la publication des résultats des travaux de recherche subventionnés par le Centre que pour mettre à la disposition des organismes de recherche des PMD des ouvrages importants (normalement publiés dans le Nord) qui complètent et mettent en valeur une initiative particulière de l'une des principales divisions de programme.

Dans le premier cas, un agent supérieur d'une Division demande à la Division des communications d'acheter des exemplaires (peut-être jusqu'à 300) d'un ouvrage particulier. Cette façon de procéder est considérée comme un moyen acceptable de faciliter la diffusion des résultats des recherches subventionnées par le CRDI. La distribution des exemplaires achetés devrait toutefois être faite par la Division des communications, afin d'assurer un certain contrôle.

Dans le deuxième cas, nous recevons une demande en vue de l'achat en gros d'un ouvrage produit par un particulier ou un organisme et qui, de l'avis du personnel de programme concerné, mérite d'être appuyé par le Centre. La Division des communications n'a aucun contrôle sur le contenu de l'ouvrage, et bien souvent n'a même pas l'occasion de l'examiner à fond. Notre rôle se limite à acheter et à distribuer des exemplaires gratuits à certains particuliers et organismes dont le nom figure sur la liste d'envoi du Centre.

Cette politique a causé et continuera de causer des problèmes au CRDI, à moins qu'un mécanisme quelconque soit institué, qui permettrait d'évaluer ces publications avant qu'une décision ne soit prise relativement à leur distribution. Le "groupe d'examen par des pairs" interne pourrait probablement se charger de cette tâche.

Une stratégie globale pour l'édition est en voie d'élaboration. Dans le cas de la Section des publications scientifiques, la stratégie définira de façon assez précise ce qui devrait être publié, comment garantir un examen plus rigoureux des documents que l'on veut faire publier, et précisera si la Section devrait élargir son rôle de soutien à la communication dans les pays en développement.

## Publications générales

Par le passé, la revue du Centre (The IDRC Reports, Le CRDI Explore et El CIID Informa) a été purement et simplement un outil d'affaires publiques "consacré aux recherches subventionnées par le CRDI et aux activités connexes dans le domaine du développement international". Malgré les nombreux changements qui sont intervenus dans le programme des affaires publiques, la revue est demeurée une constante et en est venue à être le principal moyen d'information du "monde extérieur" sur le CRDI. Parce qu'elle est instructive, d'actualité (elle porte sur des questions scientifiques associées au développement), objective et factuelle, elle attire l'attention sur le travail du Centre et lui gagne le respect de divers publics. Les professionnels du Centre la considèrent comme un outil utile dans leur travail : pour expliquer, exposer, faire connaître l'intérêt du Centre dans certains domaines de recherche, etc.

Au cours de sa réunion du personnel de 1984, la Division a examiné la possibilité d'apporter les modifications suivantes à ses activités générales de publication :

- 1) la création d'une revue scientifique distincte au service du développement;
- 2) l'utilité de faire de la revue actuelle une revue d'actualités qui serait publiée en anglais, en français et en espagnol;
- 3) la production d'éditions spéciales en d'autres langues, ou encore d'éditions qui porteraient sur les régions ou qui s'adresseraient à des publics particuliers (y compris une édition canadienne).

Bien que l'idée d'une revue scientifique distincte au service du développement n'ait pas soulevé beaucoup d'enthousiasme, les arguments avancés

en faveur d'une initiative de ce genre valent la peine d'être notés. Si la Division a récemment décidé de se lancer dans la réalisation de projets, c'est parce qu'elle a reconnu la nécessité de renforcer les services de communication scientifique des pays en développement. Une revue distincte sur la science et le développement, qui favoriserait une meilleure compréhension de la science et préparerait les habitants des pays du Tiers-Monde à l'appliquer au développement, constituerait un outil utile à cette fin. La revue du CRDI a joué ce rôle dans une certaine mesure. Il n'existe aucune autre revue de ce genre qui s'adresse expressément au public d'un pays en développement. Plutôt que d'investir davantage de ressources dans notre revue pour la rendre plus efficace à cet égard, la Division pourrait fournir une aide à d'autres organismes -- du Tiers-Monde -- pour qu'ils en publient une eux-mêmes. Il faudrait environ trois ans d'efforts assez soutenus pour lancer une revue de ce genre.

Les participants à la réunion estimaient que la présentation actuelle de la revue convient bien au rôle qu'elle joue aujourd'hui. À leur avis, les caractéristiques suivantes de la revue devraient être conservées.

- 1) Son orientation vers le reportage. La plupart des articles sont des exposés d'une, de deux ou de trois pages sur un sujet particulier.
- 2) Sa fonction conventionnelle d'affaires publiques. Les articles portent sur les travaux de recherche subventionnés par le CRDI, ou décrivent comment le travail appuyé par le Centre contribue à la solution de problèmes de développement plus vastes.

Avec l'adoption, l'année dernière, d'une nouvelle politique rédactionnelle, on se rend compte que la revue peut également :



- 1) aider à sensibiliser les décideurs, les guides d'opinion, les administrateurs, les éducateurs et les agents du développement dans le Tiers-Monde à la nécessité d'un développement fondé sur la science;
- 2) fournir des renseignements de première main au sujet des recherches subventionnées par le CRDI -- identifier les renseignements susceptibles d'être utiles à des praticiens ou de les intéresser (chercheurs, scientifiques, techniciens et travailleurs sur le terrain);
- 3) encourager la présentation au CRDI de nouvelles activités et propositions de projet; et
- 4) encourager la rédaction scientifique et fournir une tribune qui permettra aux journalistes, aux scientifiques, etc. des pays en développement de rejoindre un grand nombre de lecteurs dans le Sud et le Nord.

### **RevueS parallèles**

Un programme de revues "parallèles" est prévu. Il s'agirait d'éditions en langue spéciale (par ex. en arabe, en chinois), ou d'éditions axées sur les régions, décrivant et appuyant l'expansion des programmes du Centre dans certains domaines. Une édition canadienne spéciale, peut-être tirée à un plus grand nombre d'exemplaires et rédigée dans un style plus populaire, pourrait également être incluse. Ces éditions parallèles pourraient être des numéros annuels, qui ne paraîtraient qu'une seule fois, ou encore il pourrait y avoir rotation entre les régions et entre les langues.

## **Le Rapport annuel**

Le Rapport annuel est un exposé des faits qui est avant tout destiné au Parlement. Nous avons l'intention de maintenir notre politique actuelle, c'est-à-dire de publier un rapport qui satisfait aux exigences statutaires, Quête d'avenir et d'autres publications demeurant les principaux outils d'information.

## **Quête d'avenirs**

Dans Quête d'avenirs 1983, les activités du Centre ont été traitées de façon très différente. En effet, l'accent a été mis sur les régions plutôt que sur les divisions, ce qui a permis de mieux analyser la façon dont le Centre répond aux besoins des régions en matière de développement. Quête d'avenirs pourrait également refléter l'interdépendance croissante des divisions du CRDI, par exemple en traitant un thème important de développement pour chaque région et en analysant ensuite comment le Centre a répondu d'une façon intégrée. Par exemple, la revue pourrait porter sur des projets agricoles mis en oeuvre en Afrique, sur la technique au service des paysans en Amérique latine, et sur la régulation des naissances et la démographie en Asie.

## **Reportages**

Pendant plusieurs années Reportages, le bulletin d'information sur la science et le développement envoyé aux journaux du Tiers-Monde, a constitué un seul recueil global. Bien que certains des articles aient été rédigés ici au Centre, la majorité étaient en fait tirés de documents provenant de l'exté-

rieur. Il a récemment été décidé de supprimer ce service et d'encourager et d'appuyer la création d'un service de ce genre dans les régions en développement.

## AFFAIRES PUBLIQUES

Que la renommée du CRDI soit peu répandue au Canada procède d'une part de la philosophie et du mandat de l'organisation et d'autre part, de l'absence, jusqu'à tout récemment, d'activités de recherches au Canada même. Le Centre ne percevait jusqu'ici aucun avantage réel à tirer de la mise en oeuvre d'un programme d'affaires publiques. Il est néanmoins conscient de l'évolution de ses besoins en matière d'affaires publiques, due autant à des facteurs internes - la croissance des programmes de coopération qui entraînent le financement de travaux de recherches au Canada en est un exemple - qu'extérieurs, notamment les changements intervenus dans l'environnement politique et économique. Pour toutes ces raisons, le temps est venu de déterminer une stratégie et un programme de travail cohérent pour nos activités d'affaires publiques.

Le présent document est une proposition de stratégie arrêtée par le personnel de la Division des communications, à la suite de longues discussions.

### LA STRATÉGIE

#### **La situation actuelle**

À l'étranger, le Canada est renommé pour la générosité de son programme d'aide internationale et l'adéquation de ce programme aux besoins réels des pays moins avancés. Cette image positive est rehaussée par la perception du mode égalitaire et objectif de distribution de cette assistance, exempt d'arrogance et sans considération des intérêts personnels.

Chez les Canadiens, cependant, les récentes fluctuations économiques ont remis en cause le bien-fondé du maintien de notre générosité envers les défavorisés du monde alors que le nombre des sans-emplois augmente chaque jour. Notre vulnérabilité dans le domaine du commerce international devrait nous inciter à nous rapprocher des pays encore plus touchés que le nôtre. Nous devrions contribuer à protéger nos marchés traditionnels contre l'érosion du pouvoir d'achat et à les développer afin que l'avenir de nos industries d'exportation soit assuré à long terme. C'est là l'impact réel de l'interdépendance mondiale mais, ce message est difficile à communiquer dans un contexte de récession domestique.

Le CRDI a bénéficié, mais aussi contribué, à la bonne réputation du Canada à l'étranger. Pendant les quatorze années de son existence, il a apporté un précieux concours au développement réel - c'est-à-dire, l'aptitude d'une nation à définir ses propres besoins et ses propres priorités et à mettre en oeuvre les programmes correspondant à cette réalité - du Tiers-Monde. Cette performance enviable, pourtant reconnue et louangée à l'étranger, est presque totalement ignorée du Canada.

La réputation internationale du Centre tient peut-être surtout au fait que les recherches qu'il subventionne ne sont pas imposées mais proposées par les pays et les institutions mêmes. Cette approche non-interventionniste se traduit par une grande humilité dans la conduite des affaires publiques du Centre, à l'étranger comme au pays. Le CRDI a pour politique de laisser l'aide qu'il accorde aux projets, aux chercheurs et institutions bénéficiaires et les résultats qui en découlent parler d'eux-mêmes. Et ces témoignages sur l'efficacité de notre organisme sont les plus éloquents qui soient.

Cette méthode a pleinement réussi en dehors du Canada et elle a eu, dans une certaine mesure, d'importantes retombées au pays qui ont gagné au Centre l'estime de nombreux Canadiens. Ils ne représentent cependant qu'un faible pourcentage de la population. Les autres ont aussi le droit de savoir, non seulement comment le CRDI dépense sa part de l'enveloppe de l'aide officielle au développement, mais aussi que ces fonds ont permis d'amorcer un processus de développement autonome dont les résultats dépassent ce qu'on attend normalement de tels investissements. Les Canadiens pourraient être fiers de la performance du Centre s'ils en étaient informés, et ce serait la première démarche pour démontrer que bien que notre contribution à la constitution de capacités de recherches au Tiers-Monde apporte peu d'avantages immédiats, à long terme les bénéfices auront certainement une grande valeur.

#### **Les activités d'affaires publiques en cours**

Il est reconnu que la majeure partie des affaires publiques quotidiennes du Centre se situe au niveau interpersonnel. Le Président entretient des relations constantes avec les membres du Parlement et autres décideurs; de plus, il tient régulièrement des séances d'information sur les activités du Centre pour le comité permanent des Affaires étrangères et de la Défense nationale. De même, le personnel du Centre, dans l'exercice normal de ses rencontres avec le public ou les collègues professionnels, communique et échange des informations sur le Centre qui suscitent souvent des demandes pour de plus amples renseignements.

En complément de cette forme de relations viennent les publications et les films produits et distribués par la Division des communications, qui de par leur nature même, sont des instruments d'information. Plusieurs ouvrages exposent

les résultats des recherches subventionnées par le Centre. Les publications générales comprennent Reports/Explore, revue trimestrielle, Quête d'avenirs, publié une fois l'an, la brochure générale et la liste des projets. Le Rapport annuel, imposé par les statuts est présenté au Parlement. "Alternatives" et le documentaire sur le CRDI sont les documents audio-visuels les plus utilisés pour exposer l'historique, le mandat et l'action du Centre bien que certains films sur des questions particulières de développement intéressent aussi le public canadien.

Les relations avec les médias sont centrées sur l'identification et la rencontre des journalistes qui s'intéressent à des problèmes de développement. Les publications du Centre et autres formes de renseignement sont mises à leur disposition. Et sur demande, des entrevues et des séances d'information sont organisées. Les revues et journaux canadiens sont dépouillés pour y relever les mentions relatives au Centre ou les questions qui l'intéressent.

Une série de colloques sur le développement du Tiers-Monde a été organisée dans plusieurs régions du Canada. Ils se sont révélés d'excellents mécanismes d'affaires publiques en ce qu'ils ont contribué à la renommée du Centre et de son personnel.

L'unité des affaires publiques a établi une collaboration active avec des organismes tels que l'Association de la journée mondiale de l'alimentation, la Fondation de la science pour la jeunesse canadienne et Access Alberta/TV Ontario lorsque leurs activités correspondaient aux objectifs du Centre en matière d'éducation au développement. C'est pour la même raison que les relations et la collaboration avec le personnel des affaires publiques de l'ACDI sont aujourd'hui intensifiées.

Ces activités ont évolué suivant les besoins des affaires publiques. Elles conservent toute leur valeur mais il n'existe aucun mécanisme pour en déterminer le degré d'efficacité.

### **Le profil du CRDI**

En résumé, la respectabilité du Centre repose sur les caractéristiques suivantes:

1. Ses politiques sont élaborées, et son action dirigée par un Conseil de gouverneurs de composition et de renommée internationales.
2. Son but est la recherche sur l'adaptation de la science et de la technologie aux besoins des pays en développement.
3. Son engagement à conforter les capacités de recherches du Tiers-Monde par le financement de travaux de recherche réalisés par des spécialistes et institutions de recherche autochtones au profit de leur pays.
4. Son action n'est pas assujettie aux stipulations ou aux critères politiques relatifs au contenu canadien.

Ces qualités, associées à un personnel professionnel remarquable ont fait du CRDI un centre d'excellence, une banque unique d'information et de ressources sur des questions de recherche scientifique et technologique appliquée au développement. En conséquence, il bénéficie d'une excellente renommée à l'étranger, pour le bien-fondé et la solidité de son action.



## La stratégie et ses objets

Il est donc proposé dans le présent document que le CRDI oriente les efforts des affaires publiques domestiques pour se faire connaître des Canadiens comme un Centre d'excellence. Le message devra être adressé en priorité aux audiences suivantes:

1. Les décideurs politiques
2. Les chercheurs et les professionnels du développement
3. Les instituts de développement au Canada
4. Le grand public

Les objets de cette stratégie sont:

1. Faire connaître le CRDI comme centre d'excellence en matière de problèmes de développement et particulièrement en ce qui touche l'application de la science et de la technologie à la solution de ces problèmes.
2. Promouvoir le CRDI comme centre d'information et de ressources pour le Canada dans ce domaine.
3. Accroître l'efficacité du Centre par la compréhension et l'appui du public pour sa mission.

## Le thème

L'exposé qui suit est la quintessence du thème principal de la stratégie.

Le CRDI est un centre d'excellence en matière de recherche scientifique et technologique pour le développement du Tiers-Monde. En quatorze années d'assistance aux études réalisées dans les pays moins avancés, le Centre a acquis une somme considérable de connaissances spécialisées sur des problèmes relatifs à l'amélioration de la vie des plus défavorisés parmi les populations de ces pays. Ces problèmes touchent: l'agriculture, l'entreposage, la transformation et la distribution des vivres; la foresterie; les pêches; la zootechnie; l'énergie; les maladies tropicales; l'approvisionnement en eau; les services de santé; l'éducation; les études démographiques; l'économie; les communications; les politiques urbaines; les politiques scientifiques et technologiques et les systèmes d'information. Ces connaissances sont à la disposition des communautés scientifiques et universitaires canadiennes ainsi qu'à tous les citoyens canadiens.

### **La mise en oeuvre de la stratégie**

Ces objectifs ne seront atteints qu'à la condition d'imprimer aux activités d'affaires publiques du Centre un nouveau style d'action et une intensité nouvelle. La plus grande partie des ces activités sera consacrée à préparer le personnel professionnel à jouer un rôle dans les communications avec le public. Il y aura, à l'extérieur du Centre, des relations plus fréquentes entre le personnel et le public et plus fréquentes et intenses avec les médias. En résumé, les effectifs du Centre et les mass médias seront les principales chaînes de communication de la mise en oeuvre de cette stratégie.

### **Rôle du personnel du Centre**

Les employés du Centre seront toujours les principaux agents d'information publique et de l'amélioration de l'image de marque du CRDI. Pour assurer

l'efficacité de leur performance dans ce rôle, le programme des affaires publiques doit comporter des activités de nature spéciale telles celles décrites ci-dessous:

(a) Le personnel du Centre devrait être particulièrement préparé et encouragé à jouer un rôle dans les relations publiques du Centre. Il s'agit d'une fonction permanente, exercée dans chacune des rencontres avec un collègue professionnel ou le public. Elle peut être affinée par l'utilisation imaginative de circonstances spéciales, par exemple, au retour au Canada d'un administrateur de programme posté à l'étranger, le personnel de l'Unité des affaires publiques pourrait lui préparer une entrevue avec les représentants des médias et une réunion avec des personnes intéressées de son lieu de résidence.

(b) Le personnel professionnel et les experts en développement qui visitent le CRDI devraient être priés de participer à des conférences, colloques ou séminaires tenus au Canada. Avec l'aide et l'autorisation du Centre, leurs exposés pourraient être préparés pour publication dans des journaux ou revues sérieuses à grand tirage.

(c) Des articles rédigés par le personnel professionnel devraient être proposés aux éditeurs de journaux et revues sérieuses publiés en Amérique du Nord. L'aide des rédacteurs des affaires publiques est la clé du succès de cette entreprise.

(d) Une série de courtes séances d'information devrait être offerte à tous les employés du Centre dans le but de les familiariser avec les grandes questions de développement. On pourrait pour dispenser ces cours, faire appel au personnel du CRDI ou aux experts en développement qui viennent au Centre. L'un des grands

avantages de cette activité est qu'un personnel mieux informé pourrait promouvoir une image du Centre plus complète. Que chaque Division offre le même type de séances serait à conseiller.

(e) La bibliothèque devra peut-être prendre des mesures spéciales pour répondre aux nombreuses demandes qui ne manqueront pas de lui être adressées.

#### Activités du programme de travail

Le programme de travail des affaires publiques serait constitué des activités suivantes, réparties par catégories d'audience:

##### **Décideurs politiques**

Les relations avec cette catégorie de personnes devraient continuer à relever du Président, qui reste juge de l'adoption de nouvelles activités parmi celles qui sont proposées.

##### **Chercheurs et professionnels en développement**

Le concept du centre d'excellence s'applique particulièrement à ce groupe. Les colloques régionaux seraient encore organisés mais axés sur des disciplines spécifiques, les personnes ressources étant recrutées chez les experts du Tiers-Monde dans la mesure du possible. La participation accrue du personnel professionnel du Centre à des colloques choisis contribuerait à sensibiliser le public. Tout comme le ferait une édition canadienne de Reports/Explore et de Quête d'avenirs, la revue annuelle des activités du Centre. Au nombre des mécanismes efficaces, mentionnons:

(a) Publication d'articles: la rédaction et la publication d'articles dans un domaine déterminé dans des médias spécialisés tels que "The Agrologist", "Water & Pollution Control", "Future Health", "Canadian Research", etc., ainsi que dans les revues, bulletins ou journaux de certaines sociétés savantes et associations professionnelles du Canada (et même aux États-Unis, si avantageux).

(b) Un programme de commercialisation plus agressif pour les publications du Centre et un meilleur plan de distribution des ouvrages et des films du CRDI. Celui-ci est déjà en voie de réalisation, mais il y aurait lieu d'intensifier le nombre de projections au Canada des films du CRDI, surtout ceux qui illustrent les problèmes réels de développement en quête de solutions.

(c) Avec l'aide de l'Unité des affaires publiques, le personnel des programmes pourrait dégager des projets des programmes en coopération des éléments d'information publique. Ces éléments pourraient être présentés au cours de brèves séances d'information aux médias ou de rencontres publiques avec les réalisateurs des projets tant du Canada que du Tiers-Monde.

### **Instituts de développement au Canada**

Le CRDI partage avec l'ACDI et la communauté des ONG la responsabilité de l'éducation au développement. Il serait donc souhaitable, pour déterminer les mesures les plus efficaces de s'acquitter de cette mission, d'établir un calendrier de réunions régulières entre les groupes de communication et d'affaires publiques de l'ACDI et du CRDI. Cette relation systématique permettrait, par ailleurs, d'éviter que le public ne croit à tort à une rivalité entre les deux organismes au moment où le Centre rehausse son image.

## Le grand public

Les mass médias sont le mécanisme le plus efficace et le plus rapide pour informer le grand public d'une question donnée. Des efforts constants et énergiques pour publier des articles, faire interviewer par des journalistes de la presse écrite et parlée des professionnels du Centre et les visiteurs experts en développement et encourager la couverture des événements et projets subventionnés par le Centre ne manqueraient pas d'accélérer la conscientisation du grand public et des audiences visées, à la réputation du CRDI comme banque d'experts et source d'information valable sur des questions spécifiques de développement.

Les employés du CRDI qui assurent la liaison avec les mass médias doivent être conscients de ce qu'il est toujours plus facile pour les médias populaires de présenter le Centre comme une autre filière pour acheminer à l'étranger l'argent des contribuables canadiens. Les faits et les chiffres relatifs à ce type de message sont beaucoup plus aisés à rapporter que l'excellence scientifique, la recherche pertinente ou de savantes opinions sur des points de développement. Néanmoins, l'objet de cette activité stratégique est de conduire l'ensemble des mass médias à percevoir le Centre comme la source logique de l'information fiable sur toute question de développement de nature scientifique.

Le plan des relations avec les mass médias nécessite une programmation continue des activités suivantes: la lecture et l'écoute des mass médias pour y relever toute mention du Centre ou de questions relatives à son action; réponse et suivi (c'est-à-dire, qu'à la parution d'articles sur des questions scientifiques et de développement, le CRDI pourrait écrire à l'éditeur soit pour

rectifier un fait ou signaler l'intérêt du Centre dans le sujet traité); identification des journalistes de la presse écrite et de la radio chargés de couvrir les nouvelles relatives au Centre. Cette activité pourrait s'étendre aux principaux journaux américains; veiller à ce que les journalistes sachent que le Centre est toujours disposé à donner une information ou à commenter une nouvelle, par téléphone ou autrement, lorsqu'ils ont besoin d'aide pour comprendre ou interpréter une question de développement de nature scientifique; préparation d'une liste de sujets de recherches financées par le Centre, susceptibles d'intéresser les mass médias; préparation de notes ou d'exposés sur ces sujets; visites au siège des médias et présentation du Centre aux journalistes et aux comités éditoriaux; organisation d'entrevues pour le personnel professionnel senior; relations avec les éditeurs au sujet de la publication d'articles; préparation, rédaction et envoi d'articles sur des thèmes spécifiques, mettant en évidence le besoin, la réponse et les résultats; organisation de séances d'information pour la presse préliminairement à un grand événement tel que: la Conférence mondiale de la population (août 1984, Mexique), la Conférence sur les maladies tropicales (septembre 1984, Calgary), la Journée mondiale de l'alimentation (octobre 1984). Le contenu des exposés sera préparé en collaboration avec la Division intéressée.

### **Les résultats de la stratégie**

L'efficacité de ce programme d'affaires publiques est facile à déterminer, les deux principaux indices étant la mention de plus en plus fréquente du CRDI dans les mass médias et l'augmentation des demandes d'information sur le Centre ou originant du Centre.

Il y a tout lieu de croire que l'existence du Centre sera mieux connue dans le grand public dix-huit mois après la mise en oeuvre du programme. Que cela se traduise ou non par un plus nombre de sympathisants dépend en partie de l'environnement politique et économique et autres variables sur lesquelles le Centre n'a aucune action. Mais cela dépend aussi de la vigueur même du programme. L'un des éléments essentiels sera la volonté du personnel, les principaux communicateurs, à reconnaître l'excellence de la contribution du CRDI au développement du Tiers-Monde et à projeter cette image dans le public. Cette approche peut se traduire par un changement dans la conduite traditionnelle des affaires publiques, mais elle correspond au degré de professionnalisme et de confiance qui est la caractéristique des autres aspects de notre activité au Centre.



## SERVICE AUDIO-VISUEL

### Réalisations antérieures

Depuis 1975 la Division a réalisé 20 films en version originale, et 28 versions de ces films en d'autres langues. Les films peuvent être classés de la façon suivante :

- (1) films de relations publiques (par ex. Alternatives);
- (2) films de vulgarisation (par ex. Après la récolte ...);
- (3) films appuyant le travail d'organismes (par ex. Une mine de protéine);
- (4) films de soutien de projets, portant sur un projet ou un groupe de projets. Bien qu'ils s'adressent à des spécialistes, ils peuvent intéresser un public plus général. Ils renferment un message au sujet de la valeur du travail que nous appuyons (la plupart des productions du CRDI entre dans cette catégorie);
- (5) films de soutien de programmes, portant sur un thème ou une question (L'eau et l'hygiène). Ce dernier film ne met pas "en vedette" un projet particulier du CRDI, mais décrit la position de la Division des sciences de la santé sur la recherche et le développement relatifs à de l'eau et à l'hygiène. Il joue également un rôle dans le domaine des relations publiques, car le sujet dont il traite est très d'actualité pour les années 1980.

Deux films du CRDI ont obtenu un premier prix au Festival international du film scientifique et technique de 1982, à Bruxelles. Un autre film a obtenu une "mention honorable" au Festival international du film de San Francisco en 1983. Au moins deux millions d'agriculteurs et de manutentionnaires de céréales du

Kenya ont vu les versions en swahili et en anglais du film *Après la récolte* réalisé en 1978; ce film est encore considéré comme l'une des meilleures productions du Laboratoire agricole national.

Le Centre est maintenant doté d'une photothèque sur le développement qui est l'une des plus complètes du Canada. La collection renferme environ 20 000 photographies, qui sont classées en fonction des programmes du CRDI. Elles sont utilisées principalement pour le programme des publications, pour des diaporamas, et pour aider les agents de programme à présenter leur travail au cours d'exposés. D'autres organismes de développement ont un accès limité aux photos.

Entre 1985 et 1987, il sera probablement nécessaire de réaliser un nouveau film général sur le Centre pour remplacer *"Alternatives"*, en raison de l'évolution de ses programmes et de son expansion dans de nouveaux secteurs d'activité. Toutefois, *"Alternatives"* demeurera sur la liste de distribution, car il ne fait pas mention de la structure du CRDI et fournit encore un bon aperçu général de la science et de la technique au service du développement.

L'Institut canadien de recherches pour l'avancement des femmes a demandé à la Division de l'aider à réaliser des films à l'appui de son travail. Les avantages que retire directement le Centre de ce genre de collaboration n'étant pas très importants, ces demandes reçoivent une faible priorité. Des plans de réserve peuvent toutefois être mis à la disposition des organismes, et des conseils peuvent leur être fournis, surtout pour ce qui est de l'embauche de cinéastes voulus.

À l'avenir, la plupart des productions viseront à appuyer des projets et des programmes. Idéalement, une documentation devrait être mise au point pour chaque film, documentation qui prendrait la forme de brochures ou de feuillets adaptés à la culture de chaque pays.

### **Nouvelles orientations**

Nous ne proposons pas de changements radicaux à notre programme audio-visuel. La production d'un vidéo sur l'eau et l'hygiène, de concert avec l'International Centre for Diarrhoeal Diseases Research, du Bangladesh (ICDDR,B), et l'atelier pour les réalisateurs d'émissions de télévision scientifiques à Dakar, représentent toutefois quelque chose de nouveau, et d'autres demandes d'aide à des productions locales ont été reçues. À notre avis, des équipes locales devraient se charger du travail de production. Notre cinéaste et d'autres personnes pourraient à l'occasion faire fonction de conseillers auprès de projets, et, entre autres, rédiger des propositions, superviser la production, identifier des personnes ressources compétentes, prendre des dispositions en vue d'une formation, etc. Grâce à ces activités, les régions compteraient des cinéastes mieux formés, capables de réaliser des vidéo et des films de meilleure qualité, à la promotion desquels le Centre voudrait sans doute participer. Il se peut également que nous préparions une documentation à l'appui de ces productions, après un examen objectif de chaque cas.

### **Ressources**

Afin que notre cinéaste puisse consacrer de plus en plus de temps à de nouveaux projets et transmettre ses connaissances à d'autres dans le

Tiers-Monde, la Division devra réduire quelque peu ses propres activités de production pour que nos collègues des pays en développement soient mieux préparés à utiliser pleinement les productions audio-visuelles dans les domaines de la vulgarisation et de l'éducation. Nous espérons pouvoir recruter un cinéaste adjoint d'ici un ou deux ans, car notre cinéaste n'a pas de "doublure" et l'activité audio-visuelle serait considérablement gênée s'il décidait subitement de quitter le Centre. En continuant d'avoir recours à des pigistes (rédacteurs, techniciens du son, etc.), nous pourrions maintenir notre programme actuel, légèrement élargi.

## DIFFUSION/COMMERCIALISATION

### Livres et publications

L'année dernière, tous les mécanismes, systèmes et outils traditionnellement utilisés par le personnel de distribution de la Division ont fait l'objet d'un examen systématique. Cet examen a porté tout particulièrement sur la liste d'envoi, la politique et les pratiques relatives à la distribution gratuite, les ventes, le rôle spécial des bibliothèques en tant que diffuseurs de l'information scientifique, et le rôle joué par les bureaux régionaux dans tous ces domaines.

Dans le cadre de cet examen, nous avons effectué un sondage auprès d'autres éditeurs importants qui publient des ouvrages sur la science et la technologie ou le développement international, pour déterminer comment ils envisagent leur tâche et pour leur demander des conseils. Au nombre de ces éditeurs figuraient Les Presses de l'Université de Montréal, University of Toronto Press, McGraw-Hill Ryerson (Éducation), la Banque mondiale, UNICEF, le PNUD, US-AID, BOSTID, la FAO, et un certain nombre de centres internationaux de recherche agricole (CIRA). Le sondage a été en grande partie réalisé au moyen de visites, d'un échange de correspondance, et d'une participation à des conférences et à des foires du livre.

L'agent de diffusion de la Division a également entrepris une série de visites dans toutes les principales régions où oeuvre le CRDI. (Asie du Sud-Est en novembre 1983 et Afrique occidentale francophone en avril 1984). À l'automne de 1984, des visites sont prévues en Égypte et en Afrique orientale et, en 1985,

en Amérique latine et aux Antilles. Ces visites ont principalement pour objet de recueillir sur place des données concrètes, en regard desquelles les objectifs et la nouvelle stratégie de la Division pourront être éprouvés. Des bibliothécaires, des éditeurs commerciaux, des employés régionaux du CRDI, des récipiendaires des publications du Centre et d'autres personnes sont interviewées, pour faciliter l'évaluation de l'efficacité des pratiques de distribution antérieures ainsi que des répercussions des nouvelles initiatives prévues.

Ce sondage approfondi dans les régions a porté sur les grands points suivants :

### Liste d'envoi

En janvier 1983, notre liste informatisée comprenait environ 40 000 noms dont la plupart se rattachaient à 17 000 organismes différents. Plus de la moitié des noms figuraient sur la liste depuis au moins trois ans, et la plupart d'entre eux n'avaient jamais été vérifiés. Comme les noms des 17 000 organismes n'avaient jamais été normalisés, certains noms apparaissaient sous des formes différentes (par ex., IRRI, I.R.R.I., Institut international de recherche sur le riz). Il y avait également plus de 100 codes d'envoi différents; certains d'entre eux correspondaient encore à des activités du CRDI (par ex., foresterie, pêches), mais un grand nombre n'étaient plus pertinents et n'avaient pas été utilisés depuis plusieurs années. Pour corriger ces problèmes de structure et de tenue à jour de la liste, les mesures suivantes ont été prises :

i) Le nom de chaque organisme figurant sur la liste d'envoi du CRDI a été normalisé. Il a fallu plus de neuf mois pour effectuer ce travail, mais il a permis d'éliminer quelque 4 500 noms qui figuraient en double.

ii) Les 20 000 inscriptions qui datent de plus de trois ans -- en général, on compte que plus de la moitié des entrées aussi vieilles sont à rejeter -- sont toutes vérifiées avec soin. Les fiches du sondage ont été envoyées à la fin de mars 1984, et le travail devrait être terminé avant la fin de l'année. Dorénavant, tous les noms figurant sur la liste depuis trois ans seront vérifiés annuellement.

iii) De concert avec les divisions, la Section a commencé à regrouper, modifier et, dans certains cas, à supprimer certains codes afin que la liste d'envoi reflète mieux l'activité actuelle du Centre dans les domaines de la recherche et de l'édition. Par exemple, le nombre de codes d'envoi pour les Sciences de l'information a été réduit de 39 à 7. Des modifications semblables ont été apportées aux codes des autres divisions.

Bibliothèques de dépôt - Les bibliothèques nationales, les bibliothèques universitaires, les centres de documentation, les organismes scientifiques, etc. importants ne figurent pas tous sur la liste d'envoi du CRDI. Les visites de l'agent de diffusion dans les régions, ainsi que les suggestions des agents de liaison régionaux, devraient beaucoup aider à corriger ces lacunes. Par exemple, en France, en Thaïlande, en Malaisie et en Indonésie (où l'agent de diffusion s'est rendu l'automne dernier), aucune des bibliothèques nationales de dépôt ne portait le bon code, et certaines d'entre elles avaient été complètement oubliées; un grand nombre de bibliothèques universitaires et de centres de documentation importants ne figuraient pas sur la liste, tout comme plusieurs organismes clés. Cette situation a été corrigée.

## **Vente ou distribution gratuite**

Au début de 1983, il n'y avait dans le monde que quelques dépositaires pour des publications du Centre. En fait, la distribution gratuite se faisait non seulement dans les pays en développement mais aussi, dans une large mesure, au Canada, aux États-Unis et en Europe. Désormais, la Division appliquera la politique suivante :

(i) Pays industrialisés - Il n'y aura plus de distribution gratuite à grande échelle dans les pays industrialisés. Les publications seront plutôt distribuées sur une base commerciale par des dépositaires fiables et compétents. Des négociations ont été amorcées avec quelques excellents distributeurs commerciaux pour le Canada, les États-Unis et l'Europe, et certaines ententes contractuelles ont déjà été signées.

(ii) Pays en développement - Pour le moment, le matériel continuera d'être distribué gratuitement à un nombre considérablement réduit d'organismes figurant sur la liste d'envoi. Une politique définitive sera élaborée lorsque l'agent de diffusion aura eu l'occasion de consulter toutes les principales régions du Tiers-Monde et qu'un document sur une stratégie globale aura été rédigé à des fins d'étude et de mise en oeuvre.

(iii) Pour compléter cette distribution gratuite, nous négocions actuellement des ententes avec des distributeurs commerciaux des pays en développement. Il faudra de deux à trois ans pour mettre en place ce réseau de distribution par vente. L'année dernière, des ententes ont été signées avec des dépositaires en Inde, en Thaïlande et en Malaisie, et des accords avec des dépositaires en



Indonésie et en Afrique orientale et occidentale seront conclus en 1984. (Des ententes ont déjà été signées avec des librairies de la Colombie et du Sénégal, ainsi qu'avec un dépositaire de Singapour.)

Le réseau de distribution par vente nous fournira également un autre moyen d'évaluer l'efficacité globale de notre programme d'édition. Les ouvrages qui répondent aux besoins des pays en développement se vendront, mais non les autres. S'il est décidé de réduire ou de supprimer la distribution gratuite dans les pays en développement, le réseau, qui sera déjà en place, permettra d'assurer la distribution.

### Films et bandes vidéo

Malgré l'excellente qualité des films documentaires réalisés par la Division, au cours des années la plupart de ces films n'ont rejoint qu'une petite partie de l'auditoire auquel ils s'adressent. En 1983, avec la nomination de notre agent de diffusion, nous avons commencé à intensifier nos efforts de commercialisation en vue de régler ce problème.

Au Canada, les films (et leur version vidéo) les plus populaires ont été placés dans la cinémathèque de l'Office national du film (ONF), en commençant par Choices/Alternatives. Au cours de sa première année à l'ONF, le film a été prêté plus souvent (170 fois) que les 25 films du CRDI pris globalement (140 prêts). En janvier 1984, les versions anglaise et française de cinq autres films ont été placées à l'ONF. On prévoit une modeste campagne publicitaire pour le milieu de 1984, qui sera suivie d'une campagne de plus grande envergure à l'automne.

En plus d'accueillir temporairement chaque année des centaines de milliers d'étudiants du Tiers-Monde, la France, la Grande-Bretagne et les États-Unis jouent un rôle de premier plan dans le développement et la recherche scientifique ayant trait au Tiers-Monde. S'il est important de diffuser nos livres par l'entremise de bons dépositaires commerciaux d'ouvrages savants et scientifiques, il est tout aussi important de le faire pour les films. En France, une collection initiale de films a été confiée à l'Ambassade du Canada à Paris, et une modeste campagne publicitaire a été organisée. Nous négocions actuellement un accord de distribution avec "Médiathèque des Trois Mondes", le plus gros distributeur français de films axés sur le développement. Les missions diplomatiques canadiennes à Londres, à Washington et à New York seront également utilisées pour la distribution des films dans ces pays.

Diverses mesures sont prises pour rejoindre les pays en développement, mesures qui sont grandement facilitées par l'accord conclu en 1982 avec le ministère des Affaires extérieures qui a permis de placer des films du CRDI dans les ambassades et les hauts commissariats du Canada de certains de ces pays. Maintenant que les films sont disponibles dans 44 missions canadiennes, nous avons la difficile tâche de rejoindre les usagers éventuels. Parmi les moyens utilisés à cette fin, mentionnons un festival du film sur le développement (Thaïlande), l'utilisation de cinémas itinérants (Kenya), et la projection possible de films du CRDI dans des cinémas publics, comme premier film d'un programme double (Afrique occidentale). En outre, les films ont souvent été diffusés à la télévision, bien que l'impact de cette diffusion soit très difficile à évaluer.

La diffusion des films du CRDI devrait aller en s'améliorant au cours des prochaines années avec l'aide de certaines techniques de distribution usuelles. Toutefois, il importe de souligner que la planification de la distribution d'un film devrait être amorcée bien avant le début du tournage. Le succès qu'a connu, dès le début, le film le plus récent du CRDI, soit L'eau et l'hygiène, montre les résultats que l'on peut obtenir lorsque l'on accorde une attention sérieuse à la diffusion avant le début de la production.

La distribution des films est une activité locale, intensive. Il faut trouver des personnes occupant des postes clés (que ce soit au sein d'un gouvernement, dans des établissements d'enseignement ou des organismes de développement), et les informer de l'existence du film. Il faut les amener à visionner celui-ci et prendre, par la suite, des mesures pour qu'il leur soit relativement facile, à elles ou à leurs collègues, de l'emprunter. Le Siège peut se charger en partie de cette tâche, mais un bureau régional obtiendrait de meilleurs résultats. C'est un travail qui exige beaucoup de temps cependant, et nous serons peut-être obligés soit d'embaucher une personne sur place dans certains bureaux régionaux pour travailler avec notre agent de liaison régional, soit de trouver un distributeur compétent qui sera prêt à diffuser convenablement nos films.

## ACTIVITÉS DE SOUTIEN DE PROJETS

La Division des communications, avec un budget de 300 000 dollars, a commencé, en 1983-1984, à étudier des propositions de projet dans le domaine de la communication, qui se situaient à l'extérieur du champ d'activité ou du mandat des Divisions des sciences de l'information et des sciences sociales et pour lesquelles elle possédait déjà une expertise considérable. Ces premières études, qui ont été effectuées par les agents de liaison régionaux et d'autres membres du personnel supérieur de la Division, ont permis d'identifier un certain nombre de projets possibles, ayant tous pour objet d'améliorer la diffusion des résultats des recherches.

Le Président a approuvé une nouvelle année-personne pour la coordination des programmes en 1983-1984, et un directeur associé (Programmes) a été nommé le 1<sup>er</sup> janvier 1984. Pendant la même période les agents de liaison régionaux ont rendu visite à des éditeurs des milieux universitaire et scientifique, à des écoles de communication/journalisme ainsi qu'à des stations de radio et de télévision, et ils ont parlé avec un vaste éventail de gens dans le but de déterminer le genre d'aide requise et d'identifier des projets possibles. Le coût global des projets ainsi identifiés dépasse largement le budget de 600 000 dollars prévu pour 1984-1985. En outre, grâce à cette planification prudente, nous avons pu définir plus clairement notre programme, qui comprend maintenant deux principales composantes, soit la communication scientifique et le développement des médias.

## La communication scientifique

En janvier 1984 la Division a parrainé un Colloque international sur l'identification des obstacles à une meilleure édition savante dans les pays en développement. Le Colloque, qui avait lieu à Nairobi, a réuni un grand nombre de rédacteurs et de spécialistes de l'information, qui ont produit une série importante de recommandations.

Une des recommandations portait que la recherche scientifique et la publication de leurs résultats devraient être considérées par les gouvernements nationaux et les organismes d'aide internationaux comme un élément essentiel du développement. Les participants ont fortement appuyé la création de centres régionaux d'édition d'ouvrages savants et d'ouvrages connexes, pour la coordination de la formation dans tous les aspects de la rédaction, de la révision et de la production. Le principal obstacle identifié a été la pénurie de rédacteurs-réviseurs compétents, particulièrement au niveau de la production, et un grand nombre de recommandations ont porté directement ou indirectement sur la question de la formation.

D'autres recommandations du Colloque, comme le parrainage de séminaires, d'ateliers, d'échanges entre des rédacteurs du Nord et du Sud et de stages d'apprentissage, ainsi que la création de coopératives d'éditeurs et d'associations de rédacteurs-réviseurs, contribueront à former la toile de fond du programme au cours des mois et des années à venir.

Cette composante comprend trois grands volets :

Améliorer la diffusion de l'information parmi les scientifiques -- La Division aide des établissements de recherche du Tiers-Monde, particulièrement les établissements nationaux, à mettre au point des programmes d'édition grâce auxquels ils seront mieux en mesure de diffuser les résultats de leurs recherches, dont certaines ont peut-être été financées par le CRDI. Elle entend oeuvrer dans ce sens en favorisant la production de publications techniques d'excellente qualité, de rapports annuels, et de documents scientifiques présentés à des conférences internationales ou publiés dans des revues internationales et régionales. Elle encouragera également la distribution de ce matériel à l'échelle internationale. En outre, une aide sera accordée à des revues valables des pays en développement, un autre principe (c.-à-d. une "aide externe") auquel ont fortement souscrit les participants au colloque de Nairobi. La Division travaille actuellement à établir un budget pour ce nouveau champ d'activité, et devrait en 1985, être en mesure de commencer à octroyer des fonds d'exploitation à certaines revues; à cette aide financière s'ajouterait une formation dans le domaine de la rédaction et dans d'autres aspects de l'édition, afin de garantir le succès des revues.

Améliorer la diffusion de l'information des scientifiques aux technologues et techniciens -- Les technologues et les techniciens comprendraient les enseignants, les travailleurs de la santé, les vulgarisateurs agricoles et d'autres personnes qui peuvent appliquer les résultats de la recherche au développement. Les employés des organismes des pays en développement recevront une aide et des conseils, et seront initiés aux diverses méthodes de diffusion de l'information qui leur permettront de rejoindre ce

public spécialisé important que représentent les usagers possibles des résultats de la recherche. Parmi ces méthodes figureront les films, les vidéo, les audio-cassettes, les documents pédagogiques, les revues, les brochures et les ateliers.

Améliorer la diffusion de l'information dans les langues nationales des pays du Tiers-Monde -- Ce volet permettra, par exemple, d'accorder des fonds pour faire traduire, dans les langues locales, de l'information concernant la recherche (imprimés, présentations visuelles et audio), afin de rejoindre les technologues et les techniciens ainsi que les décideurs locaux; pour encourager la recherche terminologique dans les sciences; et pour éprouver les méthodes de copublication élaborées en novembre 1983 au cours d'un colloque international tenu à Los Banos, dans les Philippines, et parrainé conjointement par la Division des communications et l'IRRI.

### **Le développement des médias**

Cette composante du nouveau programme appuiera la communication, à un public général, des résultats applicables des recherches. Dans le cadre des projets de développement des médias, la Division contribuera à améliorer la capacité de certains médias de diffuser les résultats des recherches parmi des publics très divers, y compris les décideurs, les organismes d'aide, les scientifiques oeuvrant dans d'autres disciplines, les enseignants, les étudiants et le grand public. Le programme sera axé sur trois secteurs :

Presse écrite -- À titre d'exemples de projets qui entreraient dans cette catégorie, mentionnons des ateliers régionaux et nationaux portant sur la rédaction scientifique, et de brefs cours à l'intention des journalistes et des employés d'agences de presse qui s'intéressent au développement; le financement de la rédaction de guides pour les rédacteurs scientifiques dans les diverses régions; l'élaboration d'un programme d'études en rédaction scientifique pour les écoles de communication et de journalisme du Tiers-Monde.

Radio -- La radio joue un rôle important dans la vie des habitants des pays en développement, particulièrement dans les régions rurales. La Division a l'intention de participer à l'identification et au financement de certains projets pilotes, comme celui qui a été proposé par le Asian Institute of Broadcast Development, et qui a trait à l'organisation d'un cours régional d'initiation à la vulgarisation scientifique pour les réalisateurs et les rédacteurs travaillant dans le milieu de la radio.

Audio-visuel (films et vidéo) -- Le film et, de plus en plus, la bande vidéo et la télédiffusion sont utilisées pour communiquer des renseignements sur le développement au grand public et aux spécialistes des pays en développement. L'objectif consiste à identifier et à appuyer plusieurs projets visant à accroître l'utilisation de ces médias dans la transmission de renseignements sur les résultats des recherches scientifiques et techniques. Parmi les projets prévus figurent l'initiation de personnes du Tiers-Monde à la réalisation de programmes de "vulgarisation scientifique" sur films et sur bandes vidéo, et l'octroi de fonds à des initiatives audio-visuelles locales. Par exemple, un récent atelier régional sur la télédiffusion tenu au Sénégal et financé par la Division visait non seulement à initier des personnes de



plusieurs pays de l'Afrique occidentale aux techniques de l'enregistrement vidéo, mais aussi à réaliser plusieurs documentaires scientifiques d'une demi-heure sur le développement, en vue de leur diffusion dans la région. Un autre projet au Bangladesh aidera l'International Centre for Diarrhoeal Disease Research à réaliser une production vidéo qui décrira graphiquement et expliquera aux populations rurales l'utilisation appropriée des pompes à main et des latrines, et qui fournira des renseignements de base sur l'hygiène. Le projet évaluera également l'impact de ces interventions sur la santé des villageois.

Dans tous ces domaines, la Division tient à promouvoir des cours de formation et l'établissement de liens (réseaux) qui, par exemple, permettront à des professeurs de rédaction scientifique et à des journalistes scientifiques de recevoir une formation et de faire des stages d'apprentissage au Canada. Il est également proposé d'aider à relier les associations régionales de rédacteurs de scientifiques du Tiers-Monde avec les associations correspondantes du Canada et du Québec, à des fins d'échange d'information.

### **Les cinq prochaines années**

Dans certaines régions, c'est-à-dire en Afrique occidentale et en Asie du Sud-Est, un certain nombre de demandes d'aide au titre de projets ont été examinées. Toutefois, il y aurait lieu d'organiser, au cours de l'automne-hiver de 1984-1985, des ateliers d'identification des projets pour les deux composantes du programme.

Étant donné que les besoins diffèrent non seulement d'une région à l'autre, mais parfois d'un pays à l'autre, nous avons l'intention d'organiser une série

d'ateliers qui porteront sur toutes les régions du monde en développement. Il sera alors plus facile de trouver une réponse à des besoins précis, et nous éviterons l'approche traditionnelle, beaucoup plus facile, qui consiste à imposer des solutions générales fondées sur des études abstraites ou des hypothèses fausses.

Au cours des prochaines années, une attention particulière sera accordée à l'embauche de personnel pour le programme. L'identification de projets continuera de faire partie des fonctions des agents de liaison régionaux. Outre la nomination d'agents de liaison régionaux au BREMO et au BRASU (peut-être en 1986-1987), nous prévoyons actuellement embaucher un adjoint de programme pour le BRALA et augmenter le budget pour les travaux de révision, de traduction et de rédaction d'articles effectués par des pigistes.

À Ottawa, nous tenterons de limiter à trois les employés du programme : un directeur associé et deux agents de programme (un anglophone, un francophone, mais les deux possédant idéalement des connaissances dans l'autre langue; il serait également avantageux que l'un des employés connaisse l'espagnol).

Il est difficile, à ce stade-ci, de déterminer le budget que ce programme devrait recevoir bien que certains indices nous portent à croire que la demande dépassera un million de dollars canadiens en 1988.

Le programme comprendra également des recherches limitées dans le domaine des communications, ce qui permettra de rehausser et d'enrichir le programme global et de satisfaire aux besoins en matière de recherche liés à certains de

nos projets à l'étude. Les spécialistes d'autres divisions seront priés de fournir des conseils sur la méthodologie, etc., jusqu'à ce que la Division soit dotée des compétences nécessaires.

Le rôle que joue la Division dans la publication de livres devrait être élargi, et ne pas se limiter à la simple diffusion de renseignements scientifiques. Parmi les arguments clés avancés à l'appui de cette position par des spécialistes internes et externes de l'édition figurent les suivants :

- Dans n'importe quelle société, l'édition joue un rôle extrêmement important dans la diffusion des connaissances. C'est tout particulièrement le cas des sociétés où les autres infrastructures des communications (comme la télévision) ne sont pas encore entièrement développées. Les livres et les périodiques sont au coeur du processus. Les éditeurs sont des contrôleurs, des coordonnateurs, des entrepreneurs, des médiateurs sur le plan culturel, ainsi que des animateurs.
- L'édition est dominée par les pays du Nord et cette dépendance du Sud à l'égard du Nord devrait être réduite, sinon éliminée.
- L'édition et tous les rôles qu'elle joue n'ont pas été dans une grande mesure pris en compte par les spécialistes en sciences sociales, les autorités gouvernementales et la plupart des analystes des problèmes de développement du Tiers-Monde, et pourtant les imprimés constituent un élément essentiel du développement, car ils permettent la diffusion de

renseignements sérieux dans ce domaine.

- L'Unesco a été à peu près le seul parmi les principaux organismes à promouvoir l'édition. Sans l'aide financière du gouvernement américain, ses efforts dans ce domaine seraient considérablement affaiblis.
- La plupart des gouvernements du Tiers-Monde n'accordent qu'une faible priorité à l'édition dans leurs plans de développement, car ils sont aux prises avec un grand nombre de problèmes plus immédiats et plus pressants qu'ils doivent tenter de régler avec des ressources très limitées.
- Un secteur important que la Division devrait songer à appuyer est la production de manuels qui tiendront compte des réalités d'une région particulière plutôt que d'être l'oeuvre de spécialistes /de rédacteurs travaillant dans le Nord.
- L'octroi d'une aide pour améliorer les réseaux de distribution constitue un autre secteur important.
- Le besoin d'effectuer d'autres recherches et de rédiger des ouvrages sur l'industrie de l'édition dans le Tiers-Monde s'impose également. Des recherches effectuées par des spécialistes de l'édition, travaillant de concert avec des spécialistes en sciences sociales, devraient être subventionnées afin de garantir que les recommandations sont acceptées par l'industrie de l'édition et que celle-ci y donne suite.

- Enfin, il y aurait lieu de former des spécialistes de l'édition dans le Tiers-Monde dans les aspects suivants de l'édition : administration, contrôle de l'inventaire, méthodes comptables, distribution, commercialisation et publicité, révision et conception, et les aspects techniques très importants de l'impression et de la reliure -- le côté "fabrication" de l'édition.

## LISTE DU PERSONNEL (août 1984)

|                     | <u>Titre</u>                            | <u>Année d'emploi</u> |
|---------------------|---|-----------------------|
| HUTTON ARCHER       | Directeur associé<br>Affaires publiques | 1984                  |
| JEAN-JUDE BERTHELET | Commis à la distribution                | 1982                  |
| ALINE BUSSIÈRES     | Révisseuse                              | 1972                  |
| MARILYN CAMPBELL    | Directrice associée<br>Édition          | 1974                  |
| ROBERT CHARBONNEAU  | Rédacteur-vulgarisateur                 | 1983                  |
| FRANCIS CHILDE      | Agent de diffusion                      | 1983                  |
| CHIN SAIK YOON      | Agent de liaison régional<br>BRASI      | 1984                  |
| GIL CROOME          | Rédacteur-révisseur principal           | 1981                  |
| STELLA DE FEFERBAUM | Agente de liaison régionale<br>BRALA    | 1975                  |

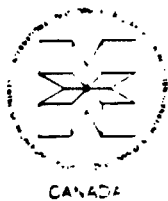
|                      |                                     |      |
|----------------------|-------------------------------------|------|
| MICHEL DES ROSIERS   | Rédacteur-réviseur<br>technique     | 1983 |
| JACQUES DUPONT       | Rédacteur associé<br>(Explore)      | 1982 |
| CLAUDE DUPUIS        | Adjoint à l'audio-visuel            | 1976 |
| ROBERT DRYSDALE      | Rédacteur-réviseur<br>Technique     | 1980 |
| CATHY EGAN           | Adjointe au traitement<br>de textes | 1983 |
| JEAN-MARC FLEURY     | Agent de liaison<br>régional BRACO  | 1976 |
| MARIE GEOFFROY       | Secrétaire                          | 1983 |
| PATRICIA ANN GIGUÈRE | Traductrice/<br>Documentaliste      | 1978 |
| MICHAEL GRAHAM       | Agent de programme                  | 1974 |
| ALICE HERCZUK        | Compositrice/<br>Maquettiste        | 1981 |

|                           |  |      |
|---------------------------|--|------|
| BOB HUGGAN                | Directeur associé, Programmes<br>(aussi Sous-directeur)          | 1980 |
| KATHY KEALY-VALLIÈRE      | Rédactrice-révisseuse technique                                  | 1976 |
| HARRIET LAMPKIN           | Secrétaire du Directeur  | 1981 |
| BARBARA LANDRY            | Adjointe à la distribution<br>(tenue à jour de la liste d'envoi) | 1975 |
| PIERRETTE LEGROS          | Lectrice d'épreuves  | 1973 |
| KATE LILLEMARCK-GALBRAITH | Superviseuse de la distribution                                  | 1978 |
| TONY LOVINK               | Agent d'information  | 1977 |
| REG MACINTYRE             | Directeur  | 1972 |
| NEILL MCKEE               | Cinéaste/Directeur   | 1975 |
| ANDRÉ MCNICOLL            | Rédacteur principal  | 1983 |
| FIBI MUNENE               | Agente de liaison régionale<br>BRAFO                             | 1982 |
| JOANNE PÉLOQUIN           | Secrétaire   | 1983 |



|                               |  |      |
|-------------------------------|--|------|
| FRANCINE PICARD               | Secrétaire   | 1982 |
| JERRY RAYMOND                 | Directeur adjoint  | 1982 |
| ROWAN SHIRKIE                 | Rédacteur en chef (Revue)                                  | 1974 |
| BERYL SCRIVENS                | Secrétaire   | 1980 |
| SUZANNE TEJEDA                | Adjointe de la distribution<br>(Demandes de renseignement) | 1981 |
| GERRY TOOMEY                  | Rédacteur-vulgarisateur                                    | 1980 |
| NOREEN TOURANGEAU-DUMOULIN    | Secrétaire/Réceptionniste                                  | 1982 |
| MARIE-PAUL TREMBLAY-CORRIVEAU | Traductrice  | 1975 |
| MICHÈLE WILSON                | Chef, traduction   | 1983 |

(Plus cinq postes vacants pour lesquels le  
recrutement est en cours)



INTERNATIONAL  
DEVELOPMENT  
RESEARCH CENTRE

CENTRE DE RECHERCHES  
POUR LE DEVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

Date \_\_\_\_\_

**DECISION TO PUBLISH  
ORDRE DE PUBLICATION**

DTP No. N° ODP \_\_\_\_\_

Title/Titre \_\_\_\_\_

Author(s)/Auteur(s) - Editor(s) Rédacteur(s) \_\_\_\_\_

**Type of Publication/Genre de publication**

- |   |   |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> Monograph/Monographie                      | Language/Langue _____                                     |
| <input type="checkbox"/> Proceedings/Compte rendu                   | Recommended no. of copies                                 |
| <input type="checkbox"/> Bibliography/Bibliographie                 | Nombre d'exemplaires proposés _____                       |
| <input type="checkbox"/> Technical Study/Étude technique            | Date MS ready for editing/Prêt à réviser le _____         |
| <input type="checkbox"/> Manuscript Report/Manuscrit dactylographié | Contact in initiating Division                            |
| <input type="checkbox"/> Brochure                                   | Responsable divisionnaire _____                           |
| <input type="checkbox"/> Other (Please specify) Autres (Préciser)   | <input type="checkbox"/> Original printing/Premier tirage |
| Description _____   | <input type="checkbox"/> Reprinting/Reimpression          |

**Components/Éléments**

- |   |  |            |
|---|--|------------|
| Foreword/Preface <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non           | Photograph(s)  | IDRC _____ |
| Introduction <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non               | Photographies <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non   |            |
| Abstract/Resume <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non            | (No.) (Nombre) _____   | ISBN _____ |
| Bibliography/Bibliographie <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non | Line drawings  |            |
| Appendix(es)/Annex(es) <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non     | Croquis <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non         |            |
| Other (specify) Autres (préciser) _____   | (No.) (Nombre) _____   |            |
|   | Tables/Tableaux <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non |            |
|   | (No.) (Nombre) _____   |            |

**Approved/Approuvé**

Director, Communications Division/Date  
Directeur, Division des communications/Date

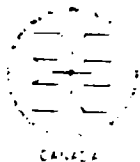
Director, Program Division  
Directeur, Division du programme

**For Communications Division Use/  
Réservé à la division des Communications**

- |   |   |
|---|---|
| <b>Budget:</b> Typesetting/Composition \$ _____ | <b>Target Publication Date:</b> _____   |
| Proofreading/Correction d'épreuves _____        | <b>Date de publication prévue</b> _____ |
| Printing/Impression _____                       |   |
| Graphics/Graphiques _____                       |   |
| Photography/Photographies _____                 | <b>Est. Printed Pages</b>               |
| Translation/Traduction _____                    | Nombre de pages imprimées prévu _____   |
| Promotion _____                                 |   |
| Initial Distribution                            |   |
| Première distribution _____                     |   |
| Other (specify) _____                           | <b>Account No./N° de compte</b> _____   |
| Autres (préciser) _____                         |   |
| <b>Total</b> \$ _____                           |   |

Copies of DTP to: Copie ODF





INTERNATIONAL  
DEVELOPMENT  
RESEARCH CENTRE

CENTRE DE RECHERCHES  
POUR LE DEVELOPPEMENT  
INTERNATIONAL

**PUBLICATION PRODUCTION CONFERENCE /  
RÉUNION SUR LA PRODUCTION DE PUBLICATION**

Date: \_\_\_\_\_

**ATTENDED BY/PRÉSENTS:**

|       |       |
|-------|-------|
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |
| _____ | _____ |

**TITLE/TITRE:**

|       |   |
|-------|---|
| _____ | Is title satisfactory? Titre satisfaisant? <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non |
| _____ | Too long? Trop long? <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non                       |
| _____ | Too short? Trop court? <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non                     |
| _____ | Too vague? Trop vague? <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non                     |
| _____ | Change recommended? Modifications recommandées? _____   |

**LANGUAGE/LANGUES:**

|  |   |
|--|---|
| Language of original manuscript: Texte original: écrire<br><input type="checkbox"/> E/A <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> S/E <input type="checkbox"/> Other/Autre _____ | Recommended for translation through: Il est conseillé de confier le texte<br><input type="checkbox"/> in-house à un traducteur du CRI |
| Requiring translation? Doit être traduit? <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non   | <input type="checkbox"/> Freelance à un traducteur indépendant  |
| Initials: <input type="checkbox"/> E/A <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> S/E <input type="checkbox"/> Other/Autre _____  | <input type="checkbox"/> Secretary of State/au Secrétaire d'Etat  |
| Based on figures/information provided by: D'après les chiffres/<br>renseignements fournis par: _____   | Simultaneous publication? Publication simultanée<br><input type="checkbox"/> essential/essentielle                                    |
| No. of words (approx.) for translation/Nombre approximatif de mots<br>à traduire: _____  | <input type="checkbox"/> desirable/souhaitable  |
|  | <input type="checkbox"/> no special timing/aucune date particulière   |

**AUTHOR(S)/EDITOR(S):  
AUTEUR(S)/ÉDITEUR(S):**

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**COMPONENTS/ÉLÉMENTS:**

|   |                                       |  |
|---|---------------------------------------|--|
| <input type="checkbox"/> Line drawings/Croquis  | <input type="checkbox"/> Half-tones   | <input type="checkbox"/> Colour/Couleurs     |
| <input type="checkbox"/> Tables/Tableaux  | <input type="checkbox"/> Photographs  | <input type="checkbox"/> E & W/Noir et blanc |
|   | <input type="checkbox"/> Other/Autres |  |
| Suitable for publication? / Publiable? <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non                           |                                       |  |
| Redrawing necessary? / Retouches nécessaires? <input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non                    |                                       |  |
| How many line drawings/photographs should be included in this book?<br>Combien de croquis/photographies de livre doit comprendre? |                                       |  |
| Line drawings/Croquis _____ Half-tones/Photographies _____  |                                       |  |
| How much colour should be used and how? / Quelle utilisation faut-il faire de la couleur dans cet ouvrage? _____                  |                                       |  |

Is listing correct? / Noms corrects? ☐ Yes/Oui ☐ No/Non

In correct order? / Dans l'ordre? ☐ Yes/Oui ☐ No/Non

Is spelling correct? / Orthographe correcte? ☐ Yes/Oui ☐ No/Non

**CREDITS/CREDIT:**

☐ IDRC staff/Collaborateurs du CRI ☐ Others/Autres \_\_\_\_\_

Style and placement of credit / Type et emplacement du crédit: \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

**FORMAT:**

|   |  |   |
|---|--|---|
| <input type="checkbox"/> Monograph<br>Monographie   | <input type="checkbox"/> Technical Studies<br>Études techniques  | <input type="checkbox"/> Other/Autres _____   |
| <input type="checkbox"/> 6 1/2 x 9  | <input type="checkbox"/> 8 1/2 x 11                              |   |
| <input type="checkbox"/> 7 x 10   | <input type="checkbox"/> Other (specify)/Autres (précisez) _____ |   |
| <input type="checkbox"/> Typeset/Texte dactylographié   |  |   |
| <input type="checkbox"/> Shot from typewritten copy/Photocopie  |  |   |
| <input type="checkbox"/> Bi-columnar/Texte en 2 colonnes  |  |   |
| <input type="checkbox"/> Single column/Texte en 1 colonne   |  |   |
| Any special type-size requirements? / Calibre particulier des caractères?<br><input type="checkbox"/> Yes/Oui <input type="checkbox"/> No/Non |  |   |
| Estimated printed pages? / Nombre de pages imprimées prévu? _____   |  |   |
| Binding: Reliure  | <input type="checkbox"/> Sewn/Cousue                             | <input type="checkbox"/> Endleaves/Garbes     |
|   | <input type="checkbox"/> Side-stitch/À dos long                  | <input type="checkbox"/> Saddle/À nerfs       |
|   | <input type="checkbox"/> (spire à plat)                          | <input type="checkbox"/> (spire à plat)       |
|   | <input type="checkbox"/> Perfect/Sans couture                    | <input type="checkbox"/> Casebound/Carionnage |
|   |  | <input type="checkbox"/> Dust jacket/Chémise  |

**GRAPHICS/GRAPHISME:**

|   |  |  |   |
|---|--|--|---|
| Cover Design/Maquette   | <input type="checkbox"/> Plain<br>Simple | <input type="checkbox"/> Interesting<br>Intéressante | <input type="checkbox"/> Exciting<br>Attrayante |
| Number of inks/Nombre d'encre: _____  |  |  |   |
| Type of design desirable (describe if possible)/Genre de maquette<br>souhaitable (décrivez si possible) _____ |  |  |   |
| _____   |  |  |   |
| _____   |  |  |   |
| Other features/ Autres particularités: _____  |  |  |   |
| _____   |  |  |   |
| _____   |  |  |   |

**EDITING EDITION**

Date ready for editing: February 1981  
Any special editing instructions? Yes/No  
If "Yes" specify: None

**TYPESETTING COMPOSITION**

☐ In-house ☐ Outside ☐ Outside Agency  
Any special requirements? None

Time required to set and correct: One day  
Proposed date for completion of camera-ready material: February 1981  
Remise des travaux pour la photographie: February 1981

**DISTRIBUTION**

Target publication date: February 1981  
Number on mailing list: None

Should bulk quantities be reserved for future use? Yes/No  
If "Yes" how many? None

Proposed press run: None  
Should special mailing lists be compiled? Yes/No  
If "Yes" specify: None

**PROMOTION**

To which review journals should book be sent? None  
bibliographiques doivent faire parvenir l'ouvrage: None

Should we place ads in magazines or journals? Yes/No  
If "Yes" name potential or preferred ones: None

Should we prepare a press release? Yes/No  
If "Yes" specify: None

Should we prepare a special article/announcement for IDRC Reports  
Explore/Informa? Yes/No  
If "Yes" who will do it? None

Should a special promotion flyer be prepared? Yes/No  
If "Yes" specify: None

**SPECIAL COMMENTS/REMARQUES:**

DOCUMENTS PRÉSENTÉS AU COMITÉ

Documents présentés au comité par la Division\*

1. Exposé sur le programme de travail de la Division des communications.
2. Possible Areas of Communications Research for Consideration as Communications Division Projects. (Domaines de recherche en communications susceptibles de constituer l'objet de projets de la Division des communications).
3. Report on International Workshop on the Identification of Constraints to Improved Scholarly Publishing in Developing Countries, Nairobi, Kenya, 23-25 January, 1984. (Rapport sur l'atelier d'étude des contraintes à l'amélioration de l'édition scientifique dans les pays en développement, Nairobi (Kenya), 23-25 janvier 1984).
4. Draft Report of the Workshop "Multilingual Copublication of Agricultural Technology" held from November 28 to December 01, 1983 in Los Banos, Philippines. [Ébauche du rapport de l'atelier "Co-édition multilingue de la technologie agricole", tenu du 28 novembre au 1<sup>er</sup> décembre 1983 à Los Banos (Philippines)].

\*Le consultant de l'extérieur a étudié divers autres documents pour orienter son travail.

B. Documents présentés au comité par le consultant.

1. "An Approach to the Evaluation of the Communications Division of IDRC".  
("Une approche de l'évaluation de la Division des communications du CRDI").
2. Notes of Conversation with Bob Huggan, Deputy Director and Associate Director for Programs, on May 14, 1984. (Notes de la conversation du 14 mai 1984 avec Bob Huggan, sous-directeur et directeur associé des Programmes).
3. Views Expressed by Ms Marilyn Campbell, Associate Director (Publishing), to N. Currie and F. Campbell on April 24, 1984. (Opinions de Mme Marilyn Campbell, directrice associée (Édition) exprimées à N. Currie et F. Campbell le 24 avril 1984.)
4. Views Expressed by Mr. H. Archer, Associate Director (Public Affairs), to N. Currie and F. Campbell. (Opinions de M. H. Archer, directeur associé (Affaires publiques) exprimées à N. Currie et F. Campbell.)
5. Views Expressed by Francis Childe (Dissemination Officer), to Norman Currie and Frank Campbell on May 14, 1984. (Opinions de Francis Childe (agent de diffusion) exprimées à Norman Currie et Frank Campbell le 14 mai 1984.)
6. Comments by Michael Graham (Program Officer) to Norman Currie and Frank Campbell on May 14, 1984. (Commentaires de Michael Graham (agent de programme) faits à Norman Currie et Frank Campbell le 14 mai 1984.)
7. Summary of Responses to Questionnaires.  
(Résumé des réponses au questionnaire.)